

*l'Anti*capitaliste

n°251 | 17 juillet 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



REUTERS/MAIDI FATHI

ÉTAT D'ISRAËL ASSASSIN

Hollande complice!

Dossier

**Le mouvement des
intermittentEs et
précaires** Pages 6 et 7

ÉDITO

Le cap des réformes et des guerres
Page 2

PREMIER PLAN

**Gouvernement: mise en scène des
ambitions... contre les travailleurs**
Page 3



ACTU POLITIQUE

**Syndicats: on continue
comme avant?**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Viêt Nam 1954: tribune
de l'historien Alain Ruscio**
Page 12





Par YVAN LEMAITRE

Le cap des réformes et des guerres

Hollande est un président heureux. Certes, les sondages sont au plus bas, mais il affiche un optimisme bonhomme. Un beau mois de juillet, le Tour de France, la Coupe du monde, quoi de mieux pour un président normal. Puis, un superbe 14 juillet commémorant la prise de la Bastille et la première grande boucherie impérialiste mondiale. De quoi prendre la dimension de l'histoire. Sauf qu'il n'avait rien à dire.

Il avait annoncé que la croissance serait un rendez-vous. Si, si, elle est là mais trop fragile... Il avait annoncé l'inversion de la courbe du chômage, « et puis ce n'est pas venu ». Il devait faire du dialogue social sa boussole, il ne réussit qu'à dialoguer avec le patronat et les banques. Il se voulait offensif, plein d'autorité, et le voilà qui s'efface devant son Premier ministre. Il se disait adversaire de la finance et le voilà réconcilié avec « son amie ».

Mais tout va bien, il garde le cap et réforme, et réforme encore... pour le compte du Medef. Il garde le cap du Pacte de responsabilité et voudrait laisser croire qu'il y aura des contreparties. Mais plutôt que des contreparties, nous aurons en prime les 50 milliards d'économies au détriment de l'éducation, de la santé, des services publics. Mais il faut réformer, privatiser... Et pour fournir une main d'œuvre quasi gratuite et facilement exploitable au patronat, il promet de tout faire pour développer l'apprentissage. « Il y a plus de Français qui payent l'impôt sur le revenu aujourd'hui qu'il y a 5 ans », reconnaît-il. Oui l'impôt touche aujourd'hui bien plus de bas revenus, mais quand il dit vouloir baisser les impôts, ce n'est pas d'eux dont il parle.

Garder le cap, oui, garder le cap de la défense des intérêts des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples.

Toute honte bue, cynique, Hollande a rappelé son soutien à l'État d'Israël qui répand, sous ses bombardements, la mort et la terreur parmi les enfants, les femmes, les hommes, qu'il a contraint de survivre dans le camp qu'est la Bande de Gaza. Et il se félicite du succès de l'intervention militaire au Mali pour annoncer une intervention permanente de 3 000 soldats dans toute la région du Sahel.

Hollande, c'est le cap des réformes et des guerres contre les travailleurs et les peuples. Notre adversaire a bien un visage et un nom, c'est ce gouvernement du Medef.

À la Une

Gaza sous le feu des bombes israéliennes

À l'heure où ces lignes sont écrites, près de 200 Palestiniens de Gaza sont morts sous les bombes israéliennes depuis le début de l'attaque initiée le 8 juillet, dont plus d'un quart d'enfants.

En outre, on dénombre au moins 1400 blessés, et plusieurs centaines de bâtiments, en majorité des maisons d'habitation, ont été détruits ou gravement endommagés.

Un air de déjà vu

Cette nouvelle attaque contre la petite bande de Gaza (1,7 million d'habitants entassés dans 360 km²) ressemble à s'y méprendre à la précédente offensive d'ampleur, conduite en novembre 2012: mêmes prétextes, même rhétorique, même mode opératoire, même type de bilan. À l'époque déjà, Israël affirmait intervenir dans le seul but de « protéger » ses habitants des tirs de roquettes. Or, avant le début de l'offensive de 2012, aucun Israélien n'avait été tué par une roquette depuis plus d'un an. L'histoire se répète: Gaza est actuellement sous le feu des bombes alors que la dernière fois qu'un Israélien est mort en raison d'un tir de roquette remonte à... novembre 2012, lors de la précédente opération israélienne. Il ne s'agit pas de rentrer dans des décomptes macabres, mais de rappeler certains faits: depuis 7 années que le Hamas a pris le contrôle de Gaza, 17 Israéliens ont été tués, dont 10 pendant les opérations « Plomb durci » (hiver 2008-2009) et « Pilier de défense » (novembre 2012). En d'autres termes, plus de la moitié des victimes des tirs de roquettes ont été tuées pendant les opérations israéliennes, et le chiffre de 17 doit être rapporté à celui de plus de 2000, le nombre de Gazaouis tués durant la même période...

Un déséquilibre à l'image de la réalité des rapports de forces militaires, qui rend d'autant plus scandaleux les discours sur les « menaces » et les « violences » dont serait victime un État d'Israël qui ne ferait que « se défendre ».



Une rue de Gaza le 10 juillet... DR

Des objectifs peu avouables

Cette offensive poursuit en réalité des buts n'ayant rien à voir avec les tirs de roquettes. Il s'agit en premier lieu pour Netanyahu d'une opération de politique intérieure. À la tête d'une coalition regroupant la droite, l'extrême droite et les colons, Netanyahu a choisi, une fois de plus, la brutalité pour satisfaire des partenaires et un électoral qui se rejoignent dans leur haine des Palestiniens. Après la découverte des corps des 3 jeunes Israéliens disparus à proximité d'une colonie de Cisjordanie et la multiplication des exactions contre les Palestiniens, Netanyahu a choisi de répondre aux appels à la haine en allant frapper la population de Gaza, à qui il est pourtant totalement fantaisiste d'attribuer la mort des 3 Israéliens... L'opération vise en deuxième lieu à détourner l'attention internationale qui, au cours des dernières semaines, s'était concentrée sur

la Cisjordanie, Jérusalem et Israël, avec la multiplication des appels à la haine et à la vengeance, et les passages à l'acte: de l'horrible mort du jeune Mohammed Abou Khdeir au passage à tabac, par la police, de son cousin Tareq, en passant par les ratonnades menées par les colons, les dizaines d'actes criminels perpétrés ces derniers jours ont en effet montré, à qui refusait de le voir, le vrai visage de la violence et du racisme de l'État d'Israël, dont la responsabilité première incombe aux dirigeants israéliens eux-mêmes.

Redorer l'image d'Israël?

L'opération poursuit, enfin, l'objectif de dénoncer le Hamas comme « organisation terroriste ». En effet, depuis novembre 2012, le Hamas respectait une trêve en ce qui concerne les tirs de roquettes. Durant les semaines qui ont suivi la disparition le 12 juin des 3 jeunes Israéliens, Israël s'en est pris au Hamas en Cisjordanie, sans qu'il

ait de réaction militaire de celui-ci. Quelques jours après la découverte des 3 corps, un drone israélien abattait le 7 juillet 7 membres du Hamas à Gaza. C'est après ces assassinats que le Hamas, considérant que la trêve avait été rompue par Israël, s'est remis à tirer des roquettes. L'opération israélienne en cours a officiellement débuté le 8 juillet... Israël espère ainsi pousser le Hamas à la faute, à renforcer son isolement international, et à faire voler en éclat le fragile accord de « réconciliation » récemment signé entre le Hamas et l'OLP. Il s'agit une fois de plus d'avoir recours à la force brute pour affaiblir et délégitimer les Palestiniens sur la scène internationale, et de redorer l'image d'un État d'Israël de plus en plus touché par le développement de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS), qu'il convient, plus que jamais, d'amplifier pour affaiblir la puissance coloniale.

Julien Salingue

PALESTINE

Un à Zéro pour le Hamas

On le sait, toutes les guerres ont un objectif politique, et celle que mène l'État d'Israël contre Gaza ne fait pas exception.

Guerre? Vu le rapport de forces militaire, le concept est inapproprié: une agression armée confrontée à une résistance dont l'héroïsme ne peut cacher la faiblesse. Et pourtant: avec ses roquettes peu efficaces, le Hamas parvient à paralyser depuis bientôt une semaine la vie quotidienne de plus d'un demi-million d'Israéliens, et va sans doute imposer à l'État Juif un compromis pas très différent de celui qui avait

conclu l'agression israélienne de 2011.

Abbas sous la pression

Quel est donc l'objectif de Benjamin Netanyahu et de son gouvernement? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'objectif est... Mahmoud Abbas (Abou Mazen), la campagne militaire contre le Hamas et Gaza n'étant qu'un moyen destiné à affaiblir le Président palestinien. Dès l'enlèvement des trois

jeunes colons, le Premier ministre israélien avait pointé Mahmoud Abbas comme le principal responsable de cette opération, et ce n'est que sous la pression étatsunienne que les dirigeants israéliens ont été obligés de changer leur fusil d'épaule et de reconnaître que les Palestiniens n'avaient pas ménagé leurs efforts pour tenter de retrouver les kidnappés, profitant de l'occasion pour arrêter des dizaines de militants liés – ou non – au Hamas. Qu'à cela ne tienne: si ce n'est toi, c'est donc ton frère, et les dirigeants israéliens de pointer le Hamas avec lequel

Mahmoud Abbas vient de constituer un gouvernement d'Union Nationale: soit Abbas rompt l'alliance avec le Hamas, et se décrédibilise ainsi aux yeux de la population, largement favorable à l'union nationale, soit il refuse et se rend ainsi complice de ceux à qui on fait porter le chapeau du kidnapping et de son issue tragique.

Ils veulent poursuivre la colonisation

Le Hamas a démenti être derrière le kidnapping et l'assassinat des 3 colons, ce qui est d'ailleurs cohérent avec le choix de constituer

un gouvernement d'union nationale avec Abbas. Qu'ils croient ou non le Hamas responsable, Netanyahu et sa bande ont décidé d'attaquer la bande de Gaza. Réflexe habituel des divers gouvernements israéliens: Gaza = Hamas = terrorisme, donc on cogne sans distinction. À l'heure où ces lignes sont rédigées [vendredi 12 juillet – NDLR], on annonce 122 morts, civils dans leur grande majorité. Car pour les chefs de guerre de Tel Aviv, il n'y a pas de civils à Gaza, mais une communauté d'un million et demi de terroristes, âgés de 6 mois à 90 ans... Rappelons-le: les centaines de missiles tirés de Gaza au cours des derniers mois n'ont pas – encore – fait une seule victime israélienne, si ce n'est, à Haïfa, une femme âgée, arabe

BIEN DIT

Il y a maintenant le théorème social-libéral Hollande-Montebourg: "les baisses de charges d'aujourd'hui sont les profits des entreprises de demain qui sont les investissements d'après-demain." La doxa selon laquelle les baisses du coût du travail et des charges favoriseraient l'emploi demeurent inchangées.

Benjamin Coriat, membre des Économistes atterrés, dans une interview à Libération lundi 14 juillet.

Un monde à changer

TRAVAIL DES ENFANTS. Travailler dès l'âge de 10 ans est désormais autorisé en Bolivie. Le Parlement bolivien a en effet approuvé début juillet le nouveau code de l'enfant et de l'adolescent qui prévoit de baisser, dans certains cas, l'âge minimum légal en deçà des 14 ans requis pour travailler, qui était jusque-là la législation. « *Exceptionnellement, les services de défense de l'enfance pourront autoriser les enfants et adolescents de 10 à 14 ans à travailler à leur compte et les adolescents de 12 à 14 ans à travailler pour une tierce personne, à la condition que cette activité ne nuise pas à leur droit à l'éducation et qu'elle ne soit pas dangereuse* ». En Bolivie, plus de 850 000 enfants et adolescents travaillent, soit 17,5% des 7 à 17 ans, la majorité (72%) dans les campagnes. Le travail infantile y est donc une réalité : cireurs de chaussure, mineurs de fond, nettoyeurs de

tombes ou encore vendeurs ambulants. Il est dicté soit par la nécessité de survivre soit pour aider les parents à joindre les deux bouts, nourrir et loger toute la famille. Il existe même un syndicat des enfants travailleurs boliviens, l'Unatsbo, créé au début des années 2000, qui milite pour abolir tout âge légal de travail.

« *On ne devrait pas limiter l'âge des enfants travailleurs* », déclarait à ce propos fin décembre 2013 Evo Morales, lui-même berger dans sa jeunesse... Pour le gouvernement, il s'agit avant tout d'offrir un cadre légal et une protection aux enfants travailleurs. L'argument est réel. Il n'empêche que c'est bien la pauvreté générée par ce système qui pousse des enfants, quelquefois de 7 ans, hors des écoles. « *Le cercle vicieux de la pauvreté et de l'analphabétisme auquel il n'est pas facile de mettre fin* », disent certaines ONG...

GOVERNEMENT Mise en scène des ambitions... contre les travailleurs

L'échec de sa conférence sociale ne trouble guère le gouvernement : tout semble le combler d'aise... De Hollande à Montebourg en passant par Sapin et Valls, les uns et les autres se bousculent pour vanter les mérites des réformes et nous en annoncer de nouvelles. Pour la plus grande satisfaction de leur « amie, la finance ».

Dans ce ridicule empressement, Montebourg est le gagnant de l'étape. Son appel vibrant au « patriotisme économique » laisse loin derrière Valls et son « réformisme assumé », afin de « remettre en marche » une France « bloquée ». Mais les deux sémillants ministres rivalisent d'ardeur pour afficher leurs mêmes ambitions à servir le patronat et les banques. Valls parle d'une « nouvelle séquence du quinquennat » depuis sa nomination, « *Le président de la République a voulu marquer une nouvelle étape (...). Oui, il a voulu changer les choses!* », et de s'élaner : « *Mes chers amis, enfants de la patrie, marchons, marchons, réformons, et ensemble redressons notre pays!* » Tout cela pour défendre le Pacte de responsabilité, une « *application plus intelligente et plus souple* » du Pacte de stabilité européen. « *Soutenir les entrepreneurs (...), soutenir la production, c'est aussi combattre la rente, l'argent qui dort, la spéculation. C'est cela aussi être de gauche* ». Et d'annoncer « *une baisse de l'impôt sur le revenu des classes moyennes* », « *200 millions d'euros*



La potion patriotique et amère du bon docteur Montebourg... DR

supplémentaires » pour relancer l'apprentissage, c'est-à-dire offrir aux patrons « *une aide de 1000 euros par apprenti* ».

Les pitreries de Montebourg
Jeudi 10 juillet à Bercy, au lendemain de la dite conférence sociale, devant un parterre réunissant tout le gratin du monde patronal, politique et syndical, Montebourg déclama sur la « *feuille de route du redressement économique de la France* » et les premiers éléments de la « *loi sur la croissance et le pouvoir d'achat* » annoncée pour septembre. Le but en

sera de « *réformer les mécanismes profonds de l'économie* » en luttant contre « *des phénomènes de rentes, de monopoles* ». Pour lui aussi le jour de gloire est arrivé : il sonne la charge contre les professions réglementées. Sus aux huissiers, avocats, pharmaciens, opticiens et autres notaires... « *Ce sera la bataille des Modernes contre les Anciens, la bataille de l'audace contre le conformisme, la bataille contre les révolutionnaires du statu quo* » ! De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace : « *cette union de tous les Français autour du made*

in France, cette bataille culturelle pour le patriotisme économique conduit la France peu à peu vers une transformation progressive de son modèle économique. [...] Nous nous battons pour modérer nos coûts de production, nous nous organisons pour réinventer nos productions. » Tant de baratin pour conclure à l'essentiel, faire baisser le coût du travail !

Des mots creux pour faire avaler une pilule amère : « *c'est le moment de faire de cette politique un compromis historique populaire : donnez aux Français, en contrepartie, à voir votre sens patriotique, en créant de l'activité en France, en embauchant autant que vous le pouvez et en investissant dans votre appareil productif* ». Voilà le patronat appelé au patriotisme !

Pierre Gattaz a quelques raisons d'afficher son sourire en coin. Avec de tels ministres si empressés à son égard, il y aurait presque de quoi être gêné. Et peut-être inquiet, car, à trop en faire, le peuple pourrait se rappeler aux ministres pour leur faire danser la Carmagnole...

Yvan Lemaître

Le chiffre

390 milliards

C'est, en euros, le patrimoine des 500 plus riches Français selon le classement annuel du journal *Challenges* publié le jeudi 10 juillet. Ce patrimoine a progressé de 15% en 2013, et il y a désormais 67 milliardaires en France : un nouveau record, 12 de plus qu'en 2012...



Agenda

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Avec son parasite SUD – il y en a toujours sur les grosses bêtes –, la Confédération [CGT] ne travaille-t-elle pas en sous-main pour les industries allemande, chinoise, américaine, indienne ou bulgare? Un ennemi de l'intérieur ne ferait pas mieux. La vérité oblige à dire que la CGT est au syndicalisme ce que le FN est à la politique. Un boulet national, une attraction universelle, une "exception française".

FRANZ-OLIVIER GIESBERT, édito au magazine *le Point*, jeudi 10 juillet.

de surcroît, décédée d'une crise cardiaque alors qu'elle courrait se mettre à l'abri pendant une alerte.

En délégitimant Abbas, c'est l'ensemble du processus négocié que Netanyahou veut mettre à bas, un processus que la communauté internationale toute entière voudrait voir sortir de l'ornière où les dirigeants israéliens l'ont volontairement embourbé. Pour le gouvernement israélien, le cap est mis sur un seul et unique objectif : la poursuite de la colonisation de la Palestine. Tout ce qui vise à les dévier de ce cap doit être mis en échec, y compris au prix de centaines de victimes innocentes dans la bande de Gaza, y compris au prix du dérèglement et de la perturbation de la vie quotidienne de centaines de milliers d'Israéliens.

Défaite pour Israël, prestige pour le Hamas

Le problème pour Netanyahou, c'est qu'avec la riposte du Hamas, il a non seulement contribué à rehausser le prestige de l'organisation islamiste – sur le compte d'Abbas, ce qui dérange énormément les calculs étatsuniens – mais qu'à la place d'une victoire israélienne, on est dans un match nul... qui signifie en fait une défaite israélienne. C'est face à un tel bilan que s'élèvent des voix, à l'extrême droite du gouvernement d'extrême droite israélien, des voix qui demandent une offensive terrestre, c'est-à-dire de conquérir la bande de Gaza et de l'occuper pour une période indéterminée.

Si nous n'étions pas conscients du prix exorbitant que payerait la population gazaouie



Abbas et Netanyahou. DR

pour une telle aventure, nous aurions envie de dire au Général Amidror, qui est à la tête de la campagne pour une opération terrestre, chiche!

Allez-y à Gaza! Si vous n'aviez pas la mémoire encrassée par l'Hybris, vous vous souviendriez du Liban et de ce qu'il en coûte d'occuper une zone où

la population a montré à de nombreuses reprises de quoi le mot résistance est le nom.

De Jérusalem,
Michel Warschawski

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AVOCAT-E-S

En lutte contre la justice pour les riches

On ne compte plus les condamnations par la Cour européenne des droits de l'homme de la France et de sa justice. De la débâcle d'Outreau à la récente réforme de la garde à vue, c'est en vain, et seulement par petites touches, que se font les tentatives d'amélioration.

Toutefois, entre les proclamations et la réalité, il y a un gouffre. La raison en est simple : le budget alloué à la défense des libertés est dérisoire. C'est ainsi que, selon la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), la France est classée au 37^e rang (sur 43 pays), derrière l'Azerbaïdjan et l'Arménie... Comment s'étonner alors de trouver sur « le Bon Coin » une cynique annonce du Barreau d'Orléans recherchant désespérément un juge aux affaires familiales ? Et on comprend mieux les raisons d'un rassemblement à Paris le lundi 7 juillet de près de 10 000 avocats en robe, pour crier contre ce manque de moyens. C'est que la future réforme de l'aide juridictionnelle va créer une entrave insurmontable au principe de l'égal accès à la justice.



À Paris le 7 juillet. DR

Triple peine

L'aide juridictionnelle a vocation à indemniser l'avocat, auxiliaire de justice, de son intervention pour assister les plus démunis. Le montant de cette rétribution, particulièrement dérisoire, n'a pas été revalorisé depuis près de 15 ans. Un seul exemple, l'assistance devant le juge des libertés et de la détention : ce type d'audience permet de déterminer si une détention provisoire en prison s'impose ou si la personne mise en examen conservera le bénéfice de sa liberté. Cette intervention, fondamentale pour sauvegarder la liberté du justiciable, est indemnisée 3 unités de valeur, soit entre 60 et 75 euros selon les Barreaux. Soulignons que ce type d'audience mobilise l'avocat plusieurs heures et n'importe quand, week-ends et jours fériés. Ainsi, les milliers d'avocats qui acceptent de travailler pour les plus pauvres, avec l'aide juridictionnelle, le font très souvent à perte...

Cette réforme lisserait la rétribution vers le bas et supprimerait les modulations de tarifs selon les Barreaux, soit selon notre exemple, environ 63 euros au lieu de 75. Et pour financer ce système, il est envisagé la création d'une taxe sur le chiffre d'affaire des avocats ! Et cela plutôt que, par exemple, d'imposer aux compagnies d'assurance de mettre en œuvre une protection juridique étendue, ou de taxer les flux financiers des banques et assurances. En définitive, c'est donc une triple peine pour les avocats : un travail à perte, une indemnisation dérisoire et un financement du système par une taxe sur la profession. En bout de chaîne, les plus pauvres des justiciables seront les plus grands perdants, puisque les avocats pouvant continuer à être indemnisés par ce système seront en voie d'extinction. Sans avocats pour les plus fragiles et les plus démunis, le bon vieux système dénoncé par La Fontaine a de beaux jours devant lui : « Selon que vous serez puissant et misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »...

Mehdi Locatelli (Avocat au barreau de l'Eure)

SYNDICATS

On continue comme avant ?

Valls et Berger le défendent partout : non, la 3^e conférence sociale du gouvernement Hollande n'a pas été un échec. « Il y a un tas d'avancées qui montrent qu'il fallait être autour de la table », s'est félicité Laurent Berger de la CFDT. « Ca valait le coup d'être là », affirme Carole Couvert (CGC). « Nous avons atteint nos objectifs », a estimé l'UNSA...

Pourtant, les résultats immédiats et concrets de la conférence sont maigres : mise en place d'un comité de suivi des aides aux entreprises, modulation du forfait social, création d'un observatoire des rémunérations ou encore coup de pouce aux effectifs de jeunes très en difficulté qui bénéficieront de la garantie jeune. Et la tenue d'une réunion à « haut niveau », en septembre, pour lever les obstacles à l'apprentissage. Dans la foulée, Valls a confirmé l'ouverture d'une discussion sur les seuils sociaux et la modernisation du « dialogue social » en entreprise.

Théâtre d'ombres

Les menaces patronales et les « graves » décisions (initiées par Solidaires) prises par la CGT, FO et encore plus laborieusement par la FSU, relèvent de mises en scènes un peu lourdes. La conférence sociale ne se limite pas à deux jours de « In » mais fait suite à une quinzaine de réunions préparatoires auxquelles toutes les organisations syndicales ont participé sans formuler d'objections majeures. Quant aux négociations programmées en conclusion de la conférence, à ce jour, personne n'a annoncé leur boycott... Au contraire. Le « clash » provoqué par Valls quelques jours avant la conférence sociale, avec l'annonce du report de la mise en place des dispositions sur la pénibilité et sur les minimas horaires pour les CDD, est à la fois une provocation, et l'affirmation et la confirmation que le gouvernement est, avant tout, à l'écoute du Medef. Il a fourni une bonne occasion pour



la direction fédérale CGT de faire semblant de répondre aux nombreuses et diverses contestations et injonctions visant à obtenir le retrait de la CGT de la conférence sociale : une dizaine de structures importantes, Union départementales, fédérations auxquelles il faut ajouter des interventions nominales de plusieurs responsables clairement identifiables. Malgré des nuances sur le fond et dans la forme pour demander le retrait de la CGT, toutes ces interventions convergeaient sur une exigence : ne pas continuer à cautionner le pseudo « dialogue social » proposé par Valls et Hollande. Moins spectaculaire que la mise en minorité de Thibault sur le Traité constitutionnel européen

en 2005, cette contestation rejoint, tant par ses acteurs que sur le fond politique, les préoccupations de la « marche du 12 avril ». De ce fait, elle pourrait bien cristalliser une opposition durable à la ligne imposée par Lapaon et ses soutiens, malgré la diversité des courants qui la composent. La FSU s'est, quant à elle, distinguée de la CGT par sa plus grande lenteur et plus grande indécision, avant de finalement se retirer in extremis. Pour FO, l'opposition de la direction fédérale ne saurait effacer la réalité des structures qui, dans les entreprises et les branches, passent plus de temps à négocier et signer des accords de reculs sociaux qu'à mobiliser les salariéEs. À la CFDT, le recentrage et l'épuration

opérés depuis 1995¹ rendent aujourd'hui invisible toute forme de contestation.

Pendant la rupture, le « dialogue social » continue...

La question du dialogue social ne se limite pas aux seules conférences sociales. Des entreprises au niveau national, ce sont des centaines de réunions, rencontres, négociations, commissions, auxquelles participent les organisations syndicales. Même si les statistiques du ministère ne rendent pas compte de la diversité des situations, elles montrent que, si les syndicats « réformistes » signent largement des accords (CFTC : 88 %, FO : 90 %, CFE-CGC : 91 % et CFDT : 93 %), la CGT est à 84 % (ce sont des statistiques basées sur les entreprises où les syndicats visés sont présents). Tout ceci concourt grandement à la constitution d'appareils de spécialistes coupés de l'activité syndicale et dont l'activité de négociateurs l'emporte sur la construction du rapport de forces nécessaire, y compris dans les négociations. Les postures politiques des responsables confédéraux vis-à-vis des politiques de droite ou de « gauche » et leurs décalage avec les préoccupations des salariéEs, ne sont qu'un des aspects des pratiques syndicales. Mais elles n'aident pas à la construction d'un syndicalisme « lutte de classe » qui, de l'entreprise au niveau national, se donne les moyens d'affronter les politiques patronale et gouvernementales.

Robert Pelletier

1 - Voir l'interview de René Mouriaux dans la revue *L'Anticapitaliste* n°56 de juillet.

UMP Avis d'implosion ?

La crise politique, morale, idéologique et financière de l'UMP n'en finit plus. Sous perfusion, sur fond d'affaires et de révélations financières, de plus en plus de voix s'élèvent pour une reconstruction, voire une « révolution »...

L'audit des comptes de l'UMP, commandé par le triumvirat Juppé-Fillon-Raffarin a été dévoilé le 8 juillet dernier. Et même si le parti n'est pas encore « mort » comme l'a dit Estrosi ces derniers jours, il est clairement au bord du gouffre. Ses dettes s'élèvent à 74,5 millions d'euros. Copé, qui a démissionné le 27 mai, a toujours minimisé le niveau d'endettement en intégrant la valeur du siège, estimé à 38 millions d'euros, dans les actifs de l'UMP. Un calcul visant à masquer l'ampleur des dettes abyssales du parti sous sa présidence.

Afin de pouvoir rembourser ses dettes, l'UMP va devoir s'imposer un plan de rigueur avec, en particulier, une réduction de 20 % de ses dépenses de fonctionnement. Terminé donc les remboursements des factures téléphoniques de Rachida Dati à hauteur de 10 000 euros ou de certains de ces voyages malgré la gratuité dont elle bénéficie en tant que députée européenne ; Terminé également les permanents politiques grassement payés ou encore les voyages des « épouses de »...



Estrosi et l'UMP: entre eux c'est fini... DR

Mais la cure d'austérité va également impacter « l'animation politique » du parti : le coût des meetings et des campagnes électorales ne devra pas excéder 19,2 millions d'euros pendant les trois prochaines années. Cela alors que le parti entre dans une phase d'activité politique majeure, avec le congrès à l'automne et la primaire en 2016 en vue de la présidentielle de 2017. Petit rappel, l'UMP avait déboursé 44 millions d'euros en 2006-2007 pour cette même activité politique...

Divisions et panne idéologique

La direction du parti n'est pas seulement confrontée à des problèmes financiers ou aux « coups bas » dans les médias de la part des différents « ténors », celui-ci traverse aujourd'hui une grave crise politique et idéologique. « Ce n'est pas ses finances qui plomberont l'UMP. C'est son incapacité à se rassembler autour d'objectifs communs », reconnaît Juppé. Cela semble passer au second plan, puisque aujourd'hui, la seule obsession de

l'UMP est de découvrir la « taupe » qui balancerait des infos aux médias. Mais quelques voix s'élèvent désormais : le plus virulent est sans aucun doute l'ambitieux Estrosi qui ces derniers jours a fait parler de lui en estimant que le « parti est déjà mort », qu'il est devenu « un parti bourgeois et élitiste » qui « ne distribue plus que des investitures et ne produit plus d'idées nouvelles ». Et propose donc pour que cela change... sa candidature à la future primaire, mais également un « changement de nom » du parti. Certains à l'UMP, comme Enguerrand Delannoy, cofondateur de la Boîte à idées et élu dans la Vienne, pense que « La question n'est pas une affaire d'hommes, c'est comment on remet en route la machine à réfléchir d'un parti fragilisé sur le plan intellectuel et idéologique ». Car le plus grave problème de l'UMP aujourd'hui est bien sa difficulté à définir son socle idéologique, d'autant plus que « François Hollande a siphonné une partie des propositions de Nicolas Sarkozy », souligne un ancien conseiller élyséen. Sans parler de la pression qu'exercent le Front national et Marine Le Pen d'un côté, et dans une moindre mesure le pôle centriste de l'autre. L'UMP n'a d'ailleurs toujours pas tranché sa stratégie par rapport au Front national, qui le grignote sur sa droite.

L'implosion est pour bientôt ?
Sandra Demarcq

Dans cette situation difficile où les forces de la gauche ont pourtant récupéré de nombreuses voix de la population déçue du gouvernement (1,2 millions de voix en tout pour le FIT – Frente de izquierda y de los trabajadores) au dernier scrutin, la gauche anticapitaliste argentine appelle à un référendum sur la dette. Pourtant, la question qui se pose ici n'est pas un problème de démocratie mais bien de soumission de l'Argentine à l'impérialisme des banques américaines et européennes.

Payer la dette: un peu, beaucoup...

L'Argentine avait trouvé un accord avec différents créanciers pour ne pas payer complètement cette dette en 2005 et 2010 par le biais d'une remise de dette de 70%. Fin 2013, la cour suprême américaine a refusé d'examiner la dette de l'Argentine, après que deux fonds spéculatifs aient poursuivi en justice le gouvernement argentin. Ce dernier a fait appel, mais la situation actuelle pourrait l'amener à un défaut de paiement, ce qui lui rappellerait la crise de 2001.

Si l'Argentine se trouve en situation de défaut de paiement fin juillet, le peso sera à nouveau dévalué. Alors que le taux de change officiel était d'un euro pour 6 pesos (AR\$) il y a quatre ans, il est aujourd'hui d'un pour 10, et s'échange même dans la rue contre 16 pesos... Et si le pays était conduit à payer l'entièreté de ses dettes à ces fonds spéculatifs (ceux qui ont refusé de négocier le paiement de la dette et souhaitent recevoir les 100% du remboursement), elle devra mettre à contribution ses ressources au détriment, encore une fois, de l'éducation, de la santé et des transports publics.

Alors que l'inflation a été de près de 30% en 2013, et que les salaires n'ont pas suivi cette augmentation, les tarifs des transports en commun augmentent encore – comme au

ARGENTINE Sortir des faux-débats sur la dette

Durant les espaces publicitaires à la télévision argentine, nous avons droit à un fabuleux montage des différentes interventions des chefs d'États qui soutiennent l'Argentine dans le paiement de sa dette extérieure: le Mexique et son gouvernement ultra-répressif, le Paraguay et le Honduras avec leurs gouvernements issus de coups d'État, ou encore la Colombie avec son gouvernement de droite. L'Argentine de Christina Kirchner se plaint dans ce soutien, cette solidarité sud-américaine, et ne pose en aucun cas la question d'un système économique qui ne fonctionne pas...



Brésil, et les salaires et les conditions d'étude à l'université de Buenos Aires font l'objet d'un mouvement associant professeurEs et étudiantEs, des plans de licenciements sont en route...

Résistances et répression

À quelques kilomètres de la capitale fédérale, l'entreprise Lear est une sous-traitante dans l'automobile qui, en plus de mettre à la porte une centaine de salariés, en suspend illégalement d'autres qui mènent la lutte syndicale. Lors d'une manifestation

ce mardi 8 juillet devant cette entreprise, nous étions des centaines dès 5h du matin, les soutiens venant de l'UBA – l'université de Buenos Aires, de différentes organisations d'extrême gauche, pendant qu'un autre rassemblement avait lieu à Emfer, une autre entreprise en lutte dans la province de Buenos Aires. Ces deux rassemblements ont subi une violente répression qui a blessé des dizaines de personnes, dont certaines ont été reçues à l'hôpital de Buenos Aires. Ce gouvernement qui

dit « défendre le peuple et les droits de l'homme » pouvait compter sur les médias pour ne parler que de la coupe du monde de football. La défaite de l'Argentine en finale pourra peut-être éviter l'euphorie sportive qui tend à faire oublier trop vite cette crise...

Vers la banqueroute ?

Les forces politiques qui apportent un « soutien critique » au gouvernement Kirchner, tel que par exemple le Front de gauche en France, restent dans cette perpétuelle contradiction: soutenir un gouvernement lui-même soutenu par des personnalités de droite concernant le paiement de sa dette sans remettre en cause celle-ci. De même, les militantEs péronistes du Front pour la victoire collent des affiches et écrivent sur les murs des grandes villes pour dénoncer les « buitres », les « vautours » de la finance, en référence aux 7% de créanciers n'ayant pas accepté les accords de renégociation. Pourtant, défendre la population ne peut se faire en payant la dette. L'application de plans d'austérité n'est qu'une preuve de plus que ce système ne nourrit que les entreprises capitalistes, majoritairement européennes et américaines. Négocier le paiement de la dette, c'est faire le jeu des banques et les conséquences finales ne sont qu'une banqueroute pour le pays et une aggravation des conditions de vie pour la population argentine.

De Buenos Aires, Solen Febe



Le monde en bref

Afghanistan Vers un scénario type Irak ?

Le résultat de l'élection présidentielle en Afghanistan n'est toujours pas connu. Abdullah Abdullah s'est déclaré vainqueur contre son rival Ashraf Ghani, arrivé en tête au deuxième tour, avec 56,4% des voix. Abdullah était arrivé largement en tête du premier tour, 45% des voix contre 31,6% à Ghani. Étonnant basculement qui donne l'image de la fraude massive. Les deux candidats sont tout dévoués à l'administration Obama et favorables à la signature rapide du traité bilatéral de sécurité (BSA) prévoyant le maintien en Afghanistan de 9800 soldats américains, contre 32000 actuellement, après le départ de l'Otan fin 2014.



Abdullah et Ghani réunis sous l'égide de Kerry... DR

Les USA craignent de nouvelles tensions entre le Nord dont est issu Abdullah et le Sud de Ghani, alors que les talibans insurgés ne reconnaissent aucune de leurs deux marionnettes. D'où la venue à Kaboul du secrétaire d'État américain, John Kerry, pour tenter de maîtriser une logique de même nature que celle qui s'est développée en Irak en conséquence de la guerre et de l'occupation du pays. Washington a brandi la menace pour imposer un compromis, excluant que puisse se former un « gouvernement parallèle », ce qui entraînerait une partition de l'Afghanistan.

« Nous voulons l'unité nationale et la dignité de l'Afghanistan. Nous ne voulons pas la guerre civile », rassure Abdullah, mais ni lui ni son rival ne contrôlent les rivalités ethniques dont ils jouent. Kerry s'est imposé pour arbitrer la crise avec le soutien des Nations unies au nom d'un « Afghanistan uni, stable, démocratique » et un processus électoral « légitime »!

Un accord a été conclu entre les deux candidats pour que soit réalisé un audit de l'ensemble des votes exprimés. « Le gagnant sera le nouveau président et formera immédiatement un gouvernement d'unité nationale », a dit Kerry. Les USA arbitrent et décident. L'audit sera organisé grâce à la logistique de la force de l'Otan... Voilà ce que la Maison blanche appelle un scrutin démocratique et légitime! Cette mascarade ne pourra effacer les conséquences dramatiques pour les peuples d'Afghanistan de l'intervention impérialiste.

Après le Mali, l'escalade militaire

Le ministre des Armées Le Drian, puis Hollande, ont annoncé que la mission de l'opération Serval avait été « parfaitement accomplie...] Grâce à l'opération Serval qui achève sa tâche, il n'y a plus de sanctuaire pour les groupes terroristes au Mali ». Petit problème: si l'opération Serval, lancée le 11 janvier 2013, est bien terminée, ce n'est que pour céder la place à une autre opération militaire plus large et permanente au Sahel, qui mobilisera entre 3000 et 4000 militaires français, l'opération « Barkhane ».

L'autosatisfaction officielle, pour le moins hypocrite, ne peut masquer les effets dramatiques de la politique française, depuis l'intervention en Libye jusqu'à celle du Mali, qui n'a fait qu'entretenir l'instabilité de toute la région et conduit à une escalade militaire. Un millier d'hommes restera au Mali, sur les 1700 qui y étaient. Donc rien n'y est réglé. Le Mali sera associé à l'opération ainsi que la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Elle comptera 20 hélicoptères, 200 véhicules blindés, 10 avions de transport tactique et stratégique, 6 avions de chasse et 3 drones...

La France veut s'imposer comme gendarme de l'Afrique. Hollande se déplace à partir de ce jeudi 17 juillet en Côte d'Ivoire, au Niger et au Tchad pour formaliser les choses et signer un accord de défense franco-malien, enfant de Serval. La vieille politique coloniale.

INDONÉSIE Qui sera le gagnant des élections présidentielles ?

Chacun des deux candidats s'est déjà proclamé élu... alors que l'annonce des résultats est prévue le 22 juillet. Pour des instituts de sondage, le gagnant est Jokowi, alors que pour d'autres, c'est Prabowo. Les écarts sont serrés alors que 186 millions d'électeurs sont répartis sur plus de 13 000 îles. Des accusations de fraude électorale ont été déclarées avant même que les comptages soient terminés. Aussi l'attente des résultats est tendue.



Prabowo et Jokowi... DR

C'est la quatrième fois qu'ont lieu des élections depuis la fin de la dictature de Suharto en 1998. De gros changements sont intervenus et un processus de réformes démocratiques est toujours en cours. Mais la vie économique et les élections restent entachées de corruption à tous les niveaux. Ainsi, actuellement, le ministre des Affaires religieuses est accusé d'avoir détourné les fonds des pèlerins de la Mecque, tandis que l'ex-président de la cour constitutionnelle est en prison pour des pots de vin lors des dernières élections législatives. Les médias sont contrôlés par des candidats ou des proches des principaux partis. Et si les militaires ne sont plus au premier plan à diriger les entreprises d'État et à influencer directement la vie politique, ils sont représentés au

sein des deux coalitions en présence. La campagne électorale a été marquée par des coups bas, relayés par les réseaux sociaux, la télévision ou par meetings électoraux interposés. Deux tickets se sont donc affrontés, formés d'un président et d'un vice-président: Jokowi-Kalla et Prabowo-Hatta. Chacun est soutenu par une coalition électorale. Actuel gouverneur de Jakarta, Joko Widodo (dit Jokowi) est soutenu par le PDI-P, Nasdem, PKB, Hunara et PD. Son partenaire a déjà été vice-président, et c'est un ancien chef du Golkar, le parti de Suharto. Prabowo Subianto est, lui, soutenu par une coalition qui a fait 52% des voix aux législatives: Gerindra, PAN, Golkar, PKS, PPP, PBB. Il a donc le soutien des principaux partis musulmans. Son second était encore récemment ministre de l'Économie et chef du PAN.

De la dictature à aujourd'hui...

Prabowo a été chef des forces armées spéciales indonésiennes pendant l'occupation du Timor Leste jusqu'en 2002. Lors des manifestations de 1998 qui ont mis fin à la dictature, il était à la tête de la répression qui y a fait des milliers de morts. Son implication a été dénoncée par les organisations des droits de l'homme ou les familles des disparus. Durant la campagne électorale, il a proclamé que l'Indonésie doit être « purifiée de son hérésie »: un programme qui a une signification particulière, car sous la dictature, athée était assimilé à communiste. Il a courtoisé les voix du Front de défense de l'islam (FPI), connu pour ses violentes attaques contre les minorités chiites et chrétiennes, ses campagnes contre la prostitution et les night-clubs. Ce groupe s'attaque

aux militants de gauche et fait de la lutte contre le communisme son principal combat.

Sur l'économie, les deux candidats sont très proches: ils ont un programme protectionniste, à tel point que Prabowo inquite les « investisseurs » étrangers. Ils veulent tous les deux augmenter les dépenses pour développer les infrastructures. Si Jokowi se veut plus démocrate, il veut réduire les subventions d'essence et de gaz, alors que ce sont des budgets importants pour le transport et la nourriture des familles.

Aussi si l'un des candidats est un danger, cela ne fait pas de l'autre un ami des travailleurs indonésiens.

Christine Schneider

1 – Il est toujours interdit depuis les massacres de masse de tous ceux qui défendaient la justice sociale et la réforme de la terre, et l'éradication du PC en 1965.

Avignon 2014, festival des luttes

Comme en 2003, le festival d'Avignon est un événement central de la mobilisation contre l'accord Unedic. Il emploie plus de 10 000 intermittents et précaires pour accueillir autour d'un million de visiteurs. Le plus grand festival de théâtre au monde.

La pression monte...

À Avignon, la mobilisation contre l'accord Unedic avait commencé dès le mois d'avril avec des AG réunissant militantEs de SUD-Culture, de la CGT-Spectacle et de la Coordination des intermittents et précaires (CIP). Occupations ou interpellations des antennes locales du Medef, de la CCI, de Pôle emploi, direction du festival « In » et « Off », mairie d'Avignon, etc. Devant la crainte d'une annulation du festival et donc devant la perspective d'une perte considérable de profits pour les « acteurs économiques locaux », ces instances se sont empressées de se déclarer très concernées et d'exprimer leurs craintes par voie de presse ou plus timidement par courrier à leurs « supérieurs ». Pour prouver sa bonne foi, la nouvelle maire PS d'Avignon, Cécile Helle, a même mis un petit local municipal à la disposition de la CIP pour la durée du festival. Dès les premiers jours de juillet, Avignon accueillait les délégués de la coordination nationale des intermittents et précaires. Depuis, les assemblées générales et les actions sont quotidiennes. Les travailleurs du In ont voté à 60 % la grève le jour de l'ouverture, conduisant à l'annulation des deux premières représentations.

Jonction du In et du Off

La deuxième journée de grève a eu lieu le 7 dans le Off (date d'ouverture de la « Conférence sociale »), avec 88 compagnies en grève, 20 jouant en reversant une partie ou la totalité de



leur cachet et de nombreuses autres expliquant les raisons de la lutte avant, pendant ou après les représentations et appelant le public à être solidaire. La jonction dans la lutte des travailleurs du In et du Off, mais aussi des précaires travaillant autour du festival, dans les hôtels, dans les commerces, est une véritable menace pour le gouvernement. Elle a débuté par la troisième journée de grève, le samedi 12 juillet, avec 11 compagnies sur 13 du In en grève et encore plusieurs dizaines de lieux et compagnies grévistes dans le Off. Les précaires qui travaillent à la billetterie du festival se sont également mis en grève

le temps de la manifestation. Olivier Py, directeur du festival In dont l'attitude oscillait jusque-là entre soutien timide aux revendications des intermittents et refus de la grève, a clairement choisi son camp ce jour-là : il a fait remplacer des techniciens grévistes sur son spectacle pour que ce dernier soit joué... Gageons que la mobilisation va monter d'un cran ces prochains jours avec la visite programmée d'Aurélie Filippetti, déclarée « *Ministra non grata* », tout comme l'ensemble de ses collègues du gouvernement, durant toute la durée du festival. **Laurent Di Pasquale**

Un festival au fonctionnement néolibéral

Avec ses 1300 compagnies présentes cette année, le festival Off est devenu un symbole de la marchandisation de la culture. L'association gérante (AF&C) fonctionne sans transparence sur ses recettes ni sur ses dépenses. C'est un prestataire de services, privé, qui bénéficie pourtant d'une manne financière plus que conséquente de la part des partenaires publics ou privé de la vie culturelle, ainsi que des collectivités territoriales, alors que ce sont les compagnies et le public qui paient l'essentiel de la facture de ce festival. Les coûts pour obtenir des tranches horaires dans les théâtres de la ville sont devenus astronomiques, sans parler de ceux du logement, devenu un énorme business pour les agences de location immobilière locale. Beaucoup de compagnies viennent jouer à Avignon à perte, dans le seul espoir de se faire remarquer par un producteur. Bref, les profits sont privatisés et les pertes partagées. Le Collectif du Off ne s'y trompe pas en exigeant une réforme de la gouvernance du festival.

L'accord Unedic: tous précaires et sans droits sociaux!

L'accord conclu entre le Medef, la CFDT, la CFTC et FO sur les règles relatives à l'assurance chômage le 22 mars dernier et agréé le 26 juin par le gouvernement comprend d'immenses attaques contre les chômeurs et les précaires.

L'annexe 4 de la convention chômage ne concernera plus que celles et ceux inscrits dans des boîtes d'intérim, renvoyant les autres au régime général : saisonniers, extras de l'hôtellerie, vacataires (y compris ceux de l'Éducation nationale). Cela signifie pour 60 % des intérimaires une baisse de leur allocation mensuelle de 50 à 300 euros. Concernant les annexes 8 et 10 régissant l'indemnisation des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel, l'accord reprend les dispositifs de 2003 et les aggrave. Le nouveau texte fixe, entre autre, un plafond de revenus qui ne concerne que quelques personnes et ne produira que des économies négligeables. En revanche, l'augmentation des jours de carence aura un impact direct : les intermittents devront

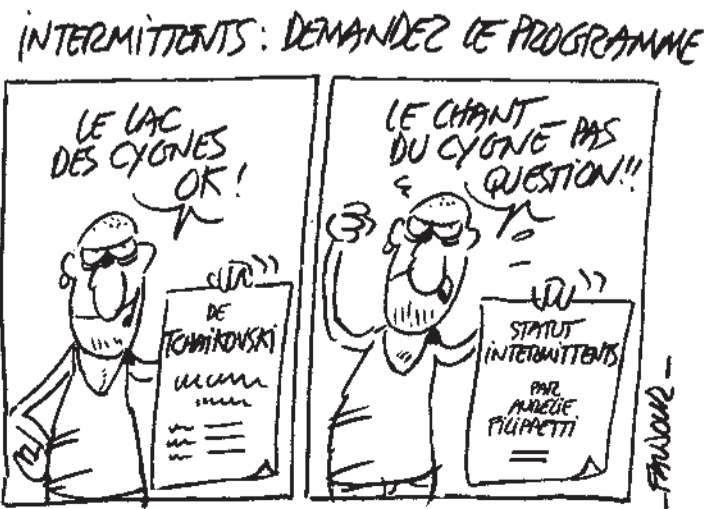
parfois attendre plusieurs mois avant de toucher leur allocation. Par ailleurs, l'augmentation des cotisations menace les petites structures du spectacle et du cinéma et les revenus des salariés eux-mêmes. Dans le même temps, le Medef a refusé d'augmenter les cotisations patronales pour le régime général afin de ne pas « sacrifier les marges de ces entreprises »...

Fini la solidarité, vive la flexibilité!

Dans le régime général, des indemnités de licenciement pourront, dans certains cas, réduire considérablement les droits à l'allocation. Les plus de 65 ans devront cotiser à l'assurance chômage alors qu'ils en étaient dispensés. Les fameux « droits rechargeables » (qui viennent remplacer le « dispositif de la réadmission » actuellement en

vigueur) substituent à la logique de solidarité celle de la capitalisation. Présentés comme un progrès, ils entraîneront souvent la baisse des allocations et une pression de plus en plus forte sur les chômeurs : accepter n'importe quel emploi pour ne pas arriver à la rupture des droits. C'est au nom de l'« équité entre demandeurs d'emploi » que les organisations patronales voudraient, à terme, supprimer toutes les annexes spécifiques du code de l'assurance chômage et les aligner sur le régime général, demandant à l'État de prendre en charge leur indemnisation « s'il considère qu'il relève de l'intérêt général de mieux [les] indemniser »... Dès lors l'objectif affiché est clair : toutes et tous précaires et sans droits sociaux ! Le patronat veut instaurer une flexibilité généralisée en ôtant les droits de celles

et ceux qui alternent chômage et emploi afin de disposer d'une main d'œuvre corvéable à merci en fonction des fluctuations de ses besoins. **Samaël Steiner et Olivier Neveux**



L'art et la culture n'est pas une marchandise comme les autres, c'est qu'elle est tout de même un peu... Et il serait, en effet, absurde de le nier : avec ses singularités (le temps de travail qu'elle nécessite est très variable, parfois c'est la rareté de l'œuvre qui crée sa valeur, d'autres fois c'est sa reproduction massive, etc.), elle fait partie intégrante de la vie économique.

Du renoncement à la défaite idéologique

L'art et la culture excitent et aiguissent, en conséquence, les appétits : ils sont, pour quelques-uns, sources de forts profits. On le voit dans l'audiovisuel, la musique, l'édition, le cinéma mais aussi dans le spectacle. C'est d'ailleurs là un des arguments répété depuis quelques mois par la ministre Aurélie Filippetti pour supposément les défendre : ils sont nécessaires car ils participent de la richesse nationale, et la culture est un secteur qui contribue au Produit intérieur brut. Cela donne dans son langage : « La culture génère des externalités positives infiniment supérieures à ce qu'elle coûte en investissement. [...] Je dis toujours qu'il n'y aura pas de redressement productif sans

L'art et la culture de la lutte

« La culture n'est pas une marchandise culturelle. Il s'agissait, alors, de

redressement créatif. Nous voulons montrer que l'investissement créatif est un investissement rentable ». On aperçoit ici toute la défaite idéologique du PS qui a renoncé à penser les biens communs autrement que dans les catégories de la domination économique. Que l'art et la culture puissent répondre à des besoins sociaux irréductibles à la richesse économique n'est, à leur yeux, ni concevable ni même important. Ce serait pourtant là une perspective : les arracher à la loi du marché, à l'extension incessante du domaine de la marchandisation et de la propriété privée, et défendre la nécessité de services publics de la culture.

« Démarchandiser » l'art... et le reste!

Mais l'art et la culture ne seront pas « sauvés », seuls, des rapports économiques. L'exception culturelle doit s'inscrire dans un combat plus global pour la « démarchandisation » du monde, pour l'extension de l'exception à la santé, à l'éducation, etc. En effet, tant que régnera la loi du profit et de la propriété privée, la culture et l'art seront saisis dans ces rapports là — de même qu'ils ne sont pas indemnes du sexisme, du patriarcat et du racisme qui organisent la société. Ils ne planent pas dans un ciel étoilé. Les conceptions idéalistes de l'art et de la culture ont la vie dure : il importe donc de rappeler qu'ils ne sont ni purs ni spontanément

nous
ns,
ns
s! »

INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES

Les intermittentEs et précaires dans les rues d'Avignon. DR

La culture, armes de l'émancipation

« *Handmade comme les autres* » affirmait, dans les années 1990, la mobilisation pour l'exception et se battre pour « excepter » les œuvres d'art et la culture des rapports marchands...

subversifs ni séparés du reste des activités sociales.

L'art et la culture sont aussi l'enjeu, l'objet et le lieu de la lutte des classes : la possibilité d'exercer une pratique artistique est ainsi, bien évidemment, entravée par le travail contraint et l'épuisement qui va avec. L'exigence d'une réduction radicale du temps de travail s'avère donc un préalable. L'accès à l'art et à la culture est, à l'image du fonctionnement social, structurellement inégalitaire. Cela contribue à déposséder des pans entiers de la population de la puissance émanatrice qu'ils peuvent contenir, des expressions qu'ils permettent, des agrandissements de vie et d'imaginaire qu'ils offrent. La destruction des cadres d'éducation populaire, les disparités territoriales de moyens et d'infrastructures, l'opacité des fonctionnements, la hiérarchisation des formes artistiques, des cultures et des langues participent de cette entreprise d'intimidation des milieux populaires, de rapt des œuvres et du droit à la création.

L'art et la culture, tels que nous les connaissons, sont le produit de la division sociale du travail, de la spécialisation des tâches. La caricature est tenace : il y aurait d'un côté des artistes et des génies, inspirés et dédiés à leur art ; de l'autre, des masses décrébrées par le divertissement et la télévision.

Vivre d'autres existences que celles aliénées

Pourtant, les mouvements ouvrier et social n'ont pas à rougir des œuvres et des pratiques artistiques et culturelles qui sont nées en leur sein. Expérimentales, populaires, d'avant-garde, l'histoire est riche des formes diverses dont se sont dotés et qu'ont créés les opprimés. La mémoire de ces expériences a été défigurée ou effacée : l'histoire est toujours organisée de façon à lisser tout ce qui ne concorde pas avec le récit des dominants. Les luttes en cours des intermittents et des précaires rappellent justement combien l'art et la culture sont aussi le fait de travailleurs précaisés. Elles interrogent les conceptions traditionnelles de l'emploi, du travail, du salaire et des revenus. Déjà Marx relevait la contradiction de l'artiste : travailleur, il est aliéné et simultanément il incarne la possibilité d'un rapport transformé au travail et à la production...

L'art et la culture sont donc, à la fois, l'une des armes et l'un des enjeux des luttes d'émancipation. Une lutte révolutionnaire qui ne percevrait pas les contradictions qui les animent manquerait la possibilité même d'y intervenir. Pourtant, il y a une nécessité et urgence : il s'y joue, à vue, l'affrontement entre une conception hiérarchisée du monde et une perspective égalitaire, entre la logique du marché et celle,

antagonique, des besoins sociaux. Simultanément, une lutte pour la transformation révolutionnaire du monde qui délaierait les questions artistiques et culturelles raterait ce qui en fait pourtant son projet même : permettre à chacun de vivre d'autres existences que celles aliénées et dépossédées par l'exploitation et l'oppression. **Olivier Neveux**

Et maintenant, armer ensemble nos colères

Samedi 12 juillet, nous étions 3 000 dans les rues d'Avignon, pour réaffirmer notre refus, avant toutes autres discussions, de l'accord Unedic du 22 mars. Plus qu'une variété de secteurs et de luttes, une véritable perspective pour la suite.

Outre la présence bien entendu de collectifs ou de coordinations d'intermittentEs et précaires de différentes régions, étaient également là une délégation des postiers du 92 (en grève depuis plus de 4 mois contre la précarisation et la suppression d'emplois), des Moulins-Maurel de Marseille (qui occupent, depuis fin novembre 2013 le site de la Valentine pour protester contre la fermeture de l'usine), des Fralib de Gémenos (qui, après 1336 jours d'occupation, ont eu gain de cause en mai dernier et poursuivent la production en coopérative)... Et évidemment des anonymes, spectateurs, militantEs, les deux parfois.

De la jonction de ces différentes luttes et des différentes prises de parole à l'arrivée du cortège (place du Palais-des-Papes) mais aussi lors de l'AG du matin, ressort une question qui, si nous la mesurons à l'aune de sa récurrence, semble décisive pour la suite du mouvement : puisque cette précarisation, contre laquelle nous nous battons, est présente dans de nombreux secteurs (y compris dans des secteurs qui ne sont pas aujourd'hui en lutte), comment fait-on pour poursuivre la mobilisation ensemble ? Derrière quels mots d'ordre communs ? Comment fait-on pour sortir de la sectorisation « culturelle » dans laquelle le gouvernement et un certain nombre de médias cherchent à nous enfermer ?

À ces questions, la délégation des postiers faisait écho : « *ce que nous défendons, nous le défendons pour tous* » et d'ajouter avec force « *et tous ensemble!* ».

Était-il encore trop tôt ?

Il est vrai que, très tôt dans le mouvement, nous, intermittentEs et précaires, avons cherché



En Avignon. DR

à regarder plus largement, au motif d'abord que nous refusions l'accord dans son ensemble (et qu'il s'attaquait à tous les travailleurs), et parce que nous voyions cette même politique d'austérité également à l'œuvre dans bien d'autres domaines.

Pour autant, les convergences que nous avons tenté d'opérer entre différentes luttes, différents secteurs, à commencer par les rapprochements tentés maintes fois avec les intérimaires, sont souvent restées ténues, voire symboliques. Si nos mots d'ordre et la conscience d'un combat plus vaste n'ont pas cessé de s'ouvrir au plus large, sur le terrain, dans la lutte quotidienne, nous n'avons pas su trouver les modalités – mais peut-être était-il encore trop tôt ? – d'une réelle convergence.

La journée de samedi 12, prise au milieu d'autres indices, semble amorcer un nouveau moment, une autre vitesse et un regard porté plus loin.

Si le mot d'ordre principal demeure « *Abrogation de l'accord*

Unedic du 22 mars », nous savons que le combat est maintenant plus large et que se dessine déjà une rentrée sociale qu'il faut commencer à préparer dès aujourd'hui.

Préparer la rentrée sociale

Localement, dans les coordinations, les actions et les assemblées générales, on voit diverses personnes : unetelle en CDI vient soutenir la lutte et demander en quoi elle peut être utile pour le mouvement, untel vient parler d'une grève ailleurs ou d'un mouvement de lutte qui, au fond, défend les mêmes choses...

Après plus de quatre mois de travail quasi quotidien, les coordinations ont appris à se structurer en commissions (élargissement, communication interne, communication externe, action...) et une base solide pallie le roulement inhérent à nos métiers (nous sommes parfois absentEs plusieurs jours voire plusieurs semaines). Et même si notre message est régulièrement brouillé par une vaste entreprise de désinformation, lors des distributions de tracts, dans les actions ou sur les marchés, les personnes rencontrées nous assurent bien souvent de leur soutien, nous racontant le cas d'un collègue ou d'un ami (quand ce n'est pas le leur directement) qui, dans des conditions voisines des nôtres, cherche des solutions pour continuer à payer son loyer tous les mois.

Que ce soit avec les secteurs qui luttent autour de nous (santé, éducation...), avec les différentes boîtes en lutte, nous devons travailler à armer ensemble nos colères, à sortir des particularismes qui nous isolent (cela ne veut pas dire qu'il faille nier les spécificités) pour être debout contre ce gouvernement et sa politique d'austérité, contre cet accord comme contre toutes les mesures qui précarisent. Nous avons l'été pour cela, la mobilisation ne faiblira pas si nous nous donnons pour tâche, tout en reprenant quelques forces, de rendre ce mouvement plus dense et divers, plus uni.

Samaël Steiner



FORD BLANQUEFORT (33)

Riposter face aux nouvelles menaces

On s'en doutait depuis longtemps et cela vient d'être confirmé: Ford abandonne l'objectif de préserver les 1000 emplois minimum...

C'est notre mobilisation qui avait poussé Ford à reprendre son usine, vendue 18 mois plus tôt à un repreneur bidon, puis à maintenir tous les emplois. Pas gratuitement car la multinationale multimilliardaire recevait des pouvoirs publics, en échange de cet « engagement », un paquet cadeau de 35 millions d'euros d'« aides » diverses. Depuis 3 ans, de nouvelles activités se sont bien mises en place, mais sans jamais occuper tout le personnel, loin de là. Nous avons subi de longues périodes de chômage partiel et ce n'est pas fini! Pourtant un accord signé en mai 2013 entre Ford, le préfet et les collectivités territoriales, garantissait du travail pour 1000 emplois (nous sommes 1050 actuellement) dès 2014 et au moins jusqu'en 2018. Ford, qui se refuse à rendre des comptes, a visiblement bluffé, et les pouvoirs publics se sont laissés « bizarrement » anesthésier, répondant à nos alertes qu'ils seraient vigilants.

Une nouvelle montée des Ford à Paris

Depuis quelques semaines, nous avons essayé de relancer la mobilisation tant les menaces se précisaient. Rencontre avec le préfet, manifestation à Bordeaux, ainsi que la perspective d'une nouvelle manif au Mondial de l'auto à Paris en octobre. Du coup, les dirigeants de Ford Europe ont commencé à gesticuler et sont venus à Bordeaux, précipitamment. D'abord pour rencontrer les pouvoirs publics, puis les syndicats. Et ils se sont enfin dévoilés : fini les 1000 emplois, sans plus d'objectif chiffré, en échange d'éventuelles nouvelles transmissions à fabriquer dans les années qui viennent...

Une nouvelle appréciée de façon étonnante par les pouvoirs publics et amplifiée par certains médias, mais qui ne rassure en aucun cas les salariés. Car en vérité, la parole de Ford n'a pas de valeur. L'heure est bien à la bataille. Or l'ambiance est fataliste, les collègues dispersés et « démobilisés » par 3 années de chômage partiel.

Dans ces conditions difficiles, l'équipe militante CGT prépare la manifestation à Paris, cumulant les handicaps mais convaincue qu'il faut riposter maintenant, pour faire entendre notre colère, pour mettre la pression sur Ford en montrant qu'on n'abandonne pas la résistance. Il faut bien sûr convaincre les collègues, essayer de les « réveiller ». Un gros défi, mais nous n'avons rien à perdre. En tout cas, rendez-vous est donné le samedi 4 octobre sur le stand Ford du Mondial de l'auto.

Philippe Poutou

IMMIGRATION Les sans-papiers s'attaquent à l'Europe

Entretien. Du 22 au 27 juin, des centaines de sans-papiers venus de plusieurs pays européens (Allemagne, Italie, France, Belgique, Pays-Bas, Grèce et Espagne) se sont rassemblés à Bruxelles autour d'actions et de débats, pour finir par une manifestation de 2000 personnes le jeudi 26 contre le sommet des chefs d'État consacré aux questions de l'asile et de l'immigration. L'UNSP (Union nationale des sans-papiers) a organisé le voyage de près de 150 sans-papiers venus de France, avec le soutien de quelques organisations (Solidaires, UJFP, ATMF, Femmes en lutte 93, Femmes en Luth de Valence et NPA). Porte-parole en France de la CISPM (Coordination internationale des sans-papiers et migrants), Anzoumane Sissoko nous parle de cette expérience.

C'est la première fois que des sans-papiers venus de différents pays européens, organisent des caravanes de ce genre pour converger vers un même pays. L'objectif était double : développer l'action des collectifs de plusieurs pays et viser le sommet des chefs d'État. C'était aussi une manière d'intervenir à l'échelon européen dans la foulée de la campagne électorale. J'ai été frappé par le niveau d'organisation du collectif belge (partie prenante de la CISPM). Nous étions des centaines dans un parc du centre de Bruxelles, avec des grandes tentes par pays et des petites tentes additionnelles, avec eau, toilettes, douches, cuisine...

Des groupes des Pays-Bas et d'Allemagne avaient décidé d'organiser une marche, partie de Strasbourg le 20 mai pour arriver à Bruxelles le 20 juin : ils étaient une cinquantaine, dont une quinzaine de sans-papiers. Au niveau de la CISPM, nous avons décidé de privilégier des caravanes qui partaient de chaque pays pour converger vers Bruxelles. Cependant nous avons envoyé des délégations à Strasbourg pour le départ de cette marche.

Prévenir les incidents

À Bruxelles, les activistes de ces groupes avaient décidé d'organiser des actions en essayant d'entraîner les sans-papiers (devant l'équivalent de l'OPFRA, les



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

ambassades, occupations, etc.) menant à des confrontations violentes avec la police belge. Les relations étaient compliquées entre ces groupes et le collectif belge, avant que les collectifs de France et d'Italie n'arrivent. Nous avons organisé des débats. Ces actions ne sont pas mauvaises en soi mais nous avons expliqué que nous ne pouvions pas le faire avec des gens dépourvus de titres de séjour en Europe. Des activistes ayant leurs papiers risquaient seulement d'être expulsés de Belgique. D'ailleurs 5 d'entre eux ont été mis en garde à vue suite à une action et obligés de quitter le territoire belge. Les migrantEs de ces groupes étaient d'accord avec nous. Nous

avons organisé une réunion avec uniquement des migrantEs et des collectifs, et 6 à 8 délégués par pays ont été choisis pour organiser et encadrer la manifestation du jeudi. Nous voulions donner une autre image de la lutte pour gagner l'opinion. Nous sommes parvenus à un accord pour organiser une manifestation vivante et revendicative, sans incidents.

Une manifestation restée sans réponse...

La manifestation a été une réussite, avec environ 2000 personnes au plus fort dont la moitié étaient des sans-papiers des différents pays. Le cortège a été très animé tout du long. À chaque carrefour, des prises de parole ont eu lieu. Pour la France, les représentantEs des différents collectifs qui composent l'UNSP ont parlé à tour de rôle. Et finalement, le collectif des Pays-Bas et celui de Berlin ont décidé de rejoindre la CISPM. Il faut dénoncer le refus lamentable

et anti-démocratique des chefs d'État de recevoir une délégation. Alors que sur les questions d'asile et d'immigration l'Europe ne trouve pas de solution autre que de durcir les lois. Tout démontre que ce n'est pas la solution : il y a de plus en plus de migrantEs et chaque jour des dizaines d'entre eux meurent en Méditerranée. La solution est ailleurs : il faut écouter les migrantEs organisés au niveau européen. Nous recevoir aurait aussi été un message pour nos pays d'origine : d'autres solutions ne peuvent se trouver qu'ensemble.

Combiner les luttes nationales et internationales

Avec ce qui s'est passé à Bruxelles, quelque chose est en train de naître. Cette expérience a permis de renforcer l'unité et la cohésion des différents collectifs composant l'UNSP et aussi les liens entre sans-papiers des différents pays européens. D'ailleurs l'UNSP va discuter prochainement de ses liens avec la CISPM (pour l'instant seule la CSP75 en est membre). Il est important de mener la lutte au niveau international. Si les politiques sont décidées au niveau national, c'est dans le cadre de directives européennes. Ces directives sont plus dures au niveau européen qu'au niveau national sur l'entrée et le séjour, mais plus souples sur la rétention et les droits.

On a un proverbe qui dit que celui qui arrive à gagner sur toi en s'amusant, il gagnera aussi sur toi au travail. C'est pour dire qu'il ne faut pas opposer les choses : il faut combiner la lutte au niveau national et au niveau international. C'est cela qui nous rendra plus forts.

Propos recueillis par Denis Godard

CODE DU TRAVAIL Vers la prohibition ?

Jusqu'à présent, le code du travail stipulait qu'« aucune boisson alcoolisée autre que le vin, la bière, le cidre et le poiré n'est autorisée sur le lieu de travail ». Voilà que ça change...

Un décret publié jeudi 3 juillet au Journal officiel ajoute un alinéa, selon lequel « lorsque la consommation de boissons alcoolisées est susceptible de porter atteinte à la sécurité et la santé physique et mentale des travailleurs », l'employeur peut prendre des mesures par « le règlement intérieur ou, à défaut, par une note de service ». « Ces mesures, qui peuvent notamment prendre la forme d'une limitation, voire d'une interdiction de cette consommation, doivent être proportionnées au but recherché », précise le texte.



Défendre la vie collective

Cette nouvelle attaque au code du travail va renforcer les entreprises qui avaient inscrit l'interdiction totale de l'alcool au travail. Sous prétexte de sécurité ou de protection de la

santé, on assiste en fait à une offensive prohibitionniste. Au moment où les salariés en souffrance consomment des psychotropes à un niveau record dans notre pays, l'interdiction de l'alcool en

entreprise vise à supprimer les derniers endroits de convivialité, les fameux pots de fin de semaine ou d'événements familiaux.

La stratégie patronale est bien d'exclure de l'entreprise tous les moments où l'on n'est pas au travail, pris dans la concurrence entre salariéEs et sous la surveillance de la hiérarchie, directe ou informatisée. Il nous faut défendre ces espaces favorables à la vie collective en entreprise, car la lutte contre l'alcoolisme ne passe surtout pas par la clandestinité ni par les leçons de morale. **Jett Aelys**

ORLY OUEST (94) -----

Les agents et les passagers craquent

Depuis plusieurs mois la situation s'est considérablement dégradée à l'escale Air France Orly Ouest: les logiciels fonctionnent mal suite à l'installation d'un nouvel outil informatique commun à toutes les entreprises du secteur et destiné à mieux délocaliser le travail à tout moment; des queues interminables, avec les enfants en pleurs; des avions en panne; et les passagers doivent tout faire eux-mêmes: imprimer leur billet, leur carte d'embarquement, leurs étiquettes bagages, s'enregistrer de chez eux puis leurs bagages dans les machines de l'aéroport.

CENTRES DE SANTÉ **Face au rouleau compresseur gestionnaire**

Afin que les centres de santé répondent à un nouveau modèle économique, basé uniquement sur l'équilibre financier, leurs gestionnaires réorganisent leurs activités de soin. Ces restructurations s'accompagnent de diminution d'effectifs administratifs ou paramédicaux pour concentrer la masse salariale sur les « producteurs d'actes » dont le mode de rémunération, lui, tend à être aligné sur le mode libéral.

Le petit monde des centres de santé est peuplé de structures très diverses, tant dans leur offre de soin que dans la diversité de leurs gestionnaires : organismes mutualistes, caisses d'assurance maladie, associations, municipalités, congrégations religieuses, etc. Cette hétérogénéité et l'éparpillement des attaques, rendent très difficile la mise en commun des expériences, des revendications et des modes de luttes de leurs salariés. Et les mobilisations se font la plupart du temps sur le mode défensif, local et parfois corporatiste.

Que ce soit en régions, comme dans les Bouches-du-Rhône ou à Paris, les centres mutualistes restructurent plus ou moins discrètement ou disparaissent. Dans certaines municipalités, des directions se sont mises en place pour « formater » structures et personnels, en cassant les cadres d'une médecine d'équipe et toutes les instances de concertations qui font la spécificité des centres de santé tels qu'ils ont été conçus pour rendre service aux populations. Parfois depuis longtemps, les salariéEs de ces centres, avec l'appui des syndicats se battent contre ces directions. Illustrant la complexité de la situation, une pétition initiée par les gestionnaires (la FNCS) et les syndicats de médecins, dentistes de centres de santé, « ensemble pour un Pacte d'Avenir pour les centres de santé », est parue pour faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir le financement de missions spécifiques aux centres de santé : gestion du tiers payant, actions de prévention, coordination médicale. En région parisienne, un collectif de personnels et usagers de Centres de santé a vu le jour en avril dernier afin de partager expériences, et perspectives de luttes.

Vers des collectifs locaux de défense

Dans le même temps, après le basculement à droite d'un certain nombre de villes et face aux craintes engendrées par un tel changement sur leur politique de santé, la Coordination de défense et de promotion des centres de santé, réactivée, s'est réunie. Outre la défense des centres de santé et de leurs personnels, son objectif est de peser sur les négociations en cours de l'accord national qui lie la CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) aux gestionnaires des centres de santé, négociations dont sont exclus les représentants des personnels des centres.



PHOTO THÈQUE ROUGE / THOMAS MITCH

Cette coordination a décidé de pousser à la création de collectifs locaux de défense des centres de santé, de se rapprocher de la Coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité, et va demander à rencontrer les fédérations syndicales concernées de la santé, des organismes sociaux et des collectivités territoriales.

Si la démarche des gestionnaires relève d'une certaine cohérence, la réaction des personnels et des usagers est plus dispersée. La construction d'une réponse collective coordonnée est balbutiante. Cette construction sera une des tâches des semaines et des mois qui viennent si nous ne voulons pas voir ces structures devenir des centres de production d'actes de soins éloignés de la préservation de la bonne santé des populations et des préoccupations des professionnels de santé.

F. Albi

WEST PHARMACEUTICAL (27)

Une grève d'apprentissage

Située entre Louviers et Val-de-Reuil, cette usine fabrique des dispositifs de sécurité pour seringues à destination essentiellement de Sanofi. Depuis sa création il y a 20 ans, elle n'avait jamais connu une seule grève. Cette fois, la production a été bloquée pendant 13 jours !

Ras-le-bol de la pression permanente, de l'augmentation de la charge de travail avec l'instauration de la polyvalence, du déclassement. Les salaires sont bas (1300 euros pour 10 années d'ancienneté), et les primes sont rognées pour non respect des « critères », des critères tellement nombreux et illisibles que la direction a le loisir de faire sauter les primes les unes après les autres. Soumis aux NAO (négociation annuelle obligatoire),

l'accord « d'intéressement » a mis le feu aux poudres, et la grève a démarré, à l'appel de la CGT, pour l'augmentation des salaires de base, un 13^e mois, 90 euros de prime de compensation et une prime de panier de 6 euros.

Se tourner vers l'extérieur

Au bout de 13 jours, la soixantaine de 60 grévistes a repris la rage au ventre, mais convaincue d'être allés aussi loin que possible sans se diviser. Élément non négligeable, la fierté d'avoir fait ravalier

sa morgue à ces messieurs-dames de la direction, une direction qui devra désormais intégrer à ses calculs la capacité de résistance de tout un collectif de travail. Cette première lutte n'a pas permis de gagner sur les revendications, en particulier le 13^e mois. Mais les grévistes ont beaucoup appris, compris qu'une grève doit être active dès le départ et qu'il aurait fallu s'adresser très vite aux travailleurEs des autres entreprises du site et du groupe.

La conviction qu'il aurait fallu se tourner vers l'extérieur plus vite et plus fort est largement partagée. C'est maintenant une nouvelle page qui va s'écrire, et gageons qu'on n'a pas fini d'entendre parler d'eux.

CorrespondantEs

NANTERRE (92)

Des Roms expulsés sans relogement ?



Rassemblement à Nanterre mardi 15 juillet. DR

Il n'y a pas que le PS, la droite et l'extrême droite qui se vautrent dans le racisme anti-Rom. À Nanterre (92), avec le PS et les Verts, c'est le Front de gauche qui tient la mairie.

Mais il est vrai que ce n'est pas la mairie elle-même qui a réclamé l'expulsion d'un bidonville où sont installés depuis 3 mois des familles Roms évacuées du 93...

C'est l'Epadesa, l'organisme qui gère le quartier d'affaires de la Défense, qui s'en est chargée en sa qualité de propriétaire des terrains. Pourtant, aucune construction n'est prévue sur la parcelle occupée avant des années, et le projet écologique et social porté par une association peut, en attendant, fort bien prospérer à proximité... Mais le droit de propriété est sacré, et l'insalubrité des lieux nécessitait visiblement qu'on jette à la rue – sans relogement – les 200 à 300 habitantEs du bidonville. Le Président de l'Epadesa n'est autre que le maire de Nanterre, mais il n'avait pas encore été réélu dans cette fonction quand la plainte a été déposée par le directeur général. Il s'en est donc lavé les mains... Pour laver les leurs, les habitantEs du bidonville ont dû se débrouiller seuls, car la mairie n'a pas daigné faire les branchements d'eau nécessaires. Et si elle a consenti, tardivement à faire ramasser les ordures ménagères, elle ne s'est pas préoccupée de l'application de la mesure par Véolia.

Communiqué honteux

Un collectif de soutien s'est constitué pour aider les familles à faire diverses démarches. Ce collectif a organisé le 7 juillet une réunion publique avec le sociologue Éric Fassin, coauteur de l'ouvrage *Roms et riverains*, réunion qui a rassemblé près de 120 personnes.

À peine l'expulsion prononcée par le tribunal le 10 juillet, la mairie a publié un communiqué qui a choqué ceux de ses soutiens habituels engagés dans les batailles antiracistes ou pour le droit au logement. Tout en affirmant que le problème, ce ne sont pas les populations roms mais les bidonvilles, le communiqué prend acte du jugement et affirme que « le maintien d'un bidonville ne pouvait en aucun cas constituer une solution » et que « voir resurgir un bidonville au 21^e siècle rappelle forcément des souvenirs douloureux »... oubliant de rappeler qu'à Nanterre il y a 50 ans, l'éradication des bidonvilles s'est accompagnée du relogement des habitantEs (même s'il y a eu beaucoup à redire).

Que ce soit à l'État de régler le problème, nous sommes d'accord ! Mais s'il ne le fait pas, « L'humain d'abord ! » peut-il passer par l'expulsion sans relogement ?

Jacques Capet

Quand tout marche, ça va, mais dès qu'il y a le moindre « grain de sable » dans la machine, tout pète : les passagers... et nous avec ! La grogne monte, et les agents de l'escale sont en première ligne : insultes, crachats, violences physiques deviennent le quotidien. L'encadrement supérieur demande de faire face avec le sourire, avec professionnalisme... alors que, dans le même temps, il nie les difficultés et va de réorganisation en réorganisation, supprimant toujours plus de personnel. Cette violence engendre une grande souffrance, tout cela sur fond de menaces de passer l'ensemble de l'activité Orly sous marques Hop ou Transavia, avec des statuts dégradés.

Les agents craquent, pleurent, s'évanouissent, sont en dépression. Plus de 20 accidents du travail en un mois ont eu lieu en raison des risques psycho-sociaux.



Et voici que le pire est arrivé : une collègue a tenté de se suicider, envoyant un courrier accusateur à sa direction : « le soir, après avoir préparé mes affaires pour le lendemain, je dis stop... Je prends tous les

médicaments que je trouve entre ceux de mes enfants, mon mari et moi-même, soit à peu près 90 doses d'anxiolytiques (parfois vendus complaisamment par un pharmacien pas trop regardant ; des somnifères, il suffit

que vous disiez que vous travaillez à Air France pour en avoir sans ordonnance). J'ai tout avalé, je me suis couché et me suis dit que le cauchemar serait fini. Finie la boule au ventre en venant travailler. Finis les crises de voir que l'informatique ne fonctionne pas. Fini de voir qu'on n'a plus d'agrafeuse ou de stylo. Fini de voir qu'ADP [Aéroports de Paris] se fout de nous. Fini de voir que notre chef d'escale mandate un cabinet extérieur, mettant à mal l'intelligence qui nous reste... »

Le service et la santé, pas les profits !

Le vendredi 4 juillet, à 11h15, une file d'attente monstrueuse s'étirait pour la dépose bagages. Suite à des incidents avec les passagers excédés, plus de 18 agents sont partis au médical, refusant de continuer à travailler dans ces conditions. Cela faisait aussi suite au tract de Sud Aérien, distribué la veille, qui informait de

la tentative de suicide de notre collègue. Depuis, cadres et renforts sont arrivés en nombre pour renforcer l'accueil. Le CHSCT a voté une expertise pour risques psycho-sociaux.

Le chemin du low cost n'est pas le chemin du bonheur, ni pour les salariéEs ni pour les passagerEs. Les salariéEs n'arrivent plus à offrir le service que les passagers attendent, pour lequel ils paient et auquel ils ont droit. Et cela, pour l'unique profit des actionnaires. Ainsi la morale à destination des salariéEs (garder le sourire, être respectueux...) s'étend à l'ensemble des passagers, menacés de poursuites judiciaires et de non embarquement sur avion s'ils protestent de trop !

Il n'est pas question de faire d'Air France une pompe à fric, et d'assurer le profit des actionnaires aux dépens du service aux clientEs et de la santé des salariéEs. **Jett Aelys**

Université d'été**Qui sommes-nous ?**

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

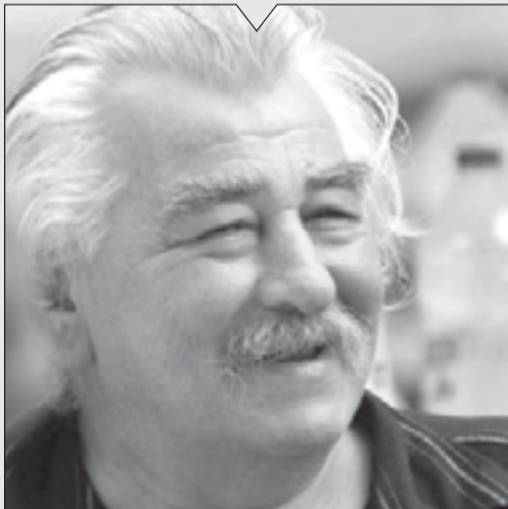
Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Pour nous rejoindre, contactez-nous : ecrire@npa2009.org

Les Nôtres**Ignace Garay**

DR

Ignace nous a quittés bien trop tôt vendredi 11 juillet. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette tragique disparition. En attendant, et avec l'accord de la famille, nous reproduisons ci-dessous le communiqué du NPA 31.

Le NPA 31 est durement touché par la disparition d'Ignace Garay, survenue brutalement le 11 juillet 2014 à 64 ans. Militant de tous les instants, sur tous les fronts du mouvement social, Ignace a inlassablement lutté pour un monde meilleur débarrassé de toutes les oppressions du système capitaliste et patriarcal.

Fils de réfugiés espagnols, son engagement politique en 1973 à la LCR, puis au NPA, et syndical à la CGT, nous montre la voie d'un militantisme déterminé. Il a toujours eu à cœur de défendre le monde ouvrier dans son ancienne usine Sadefa à Fumel, où il s'est battu avec ses collègues contre sa fermeture. L'enthousiasme d'Ignace, son humour et ses colères remplies d'espoir nous manqueront. Le meilleur hommage que nous pourrions lui rendre sera de continuer ses combats, ouvert aux autres, sans résignation !

Nous exprimons toute notre solidarité à Marifé, Hegoa et Iker sa famille et nos camarades, ainsi qu'à ses proches, à ses amiEs et à ses camarades. Nous nous associons à leur tristesse dans cette difficile épreuve.

Les qualités de la région seront une fois de plus au rendez-vous pour assurer la convivialité de notre université d'été (mer et plage, soleil...). Dans le village-club de Rives des Corbières où nous nous réunirons pour la première fois cette année, bungalows confortables, repas à l'ombre de la pergola, salles de réunion à proximité, clubs d'enfants, piscine de club, autant d'atouts – à quelques mètres de la plage – qui feront que nous serons tout à notre aise durant ces journées. Car depuis la fondation du NPA, l'université d'été est devenue un rendez-vous qui a pleinement trouvé sa place. Temps de réflexion et de grande convivialité, elle permet chaque année à ses centaines de participantEs de s'exprimer dans des débats pointus, d'assister à des séances de formation et d'éducation populaire, et d'y faire des rencontres militantes.

L'anticapitalisme polyglotte

Cette année, première nouveauté, un forum international en plénière réunira l'ensemble de nos invitéEs internationaux le mardi après-midi. Un échange d'expériences que l'on espère riche, un internationalisme concret.

Au-delà de ce forum, sept autres ateliers, le plus souvent avec nos invitéEs, prendront le pouls des mobilisations internationales. Teresa Rodriguez, la nouvelle députée européenne de Podemos et membre de Izquierda Anticapitalista, sera présente à Port-Leucate, ainsi que Jorge Costa, membre de la direction du Bloco portugais. Des militantEs anticapitalistes d'Italie (Sinistra anticapitalista) et de Grèce seront aussi à nos côtés, ainsi que Michael Pruetz, militant anticapitaliste berlinois pleinement investi dans la construction d'une nouvelle organisation anticapitaliste à Berlin en Allemagne.

Plus à l'Est, Tijana Okic, venue de Bosnie, viendra nous parler de la formidable expérience démocratique de la région de Tuzla, tandis qu'avec Ilya Boudraïtskis, militant anticapitaliste à Moscou, nous reviendrons tant sur la situation de la Russie sous Poutine que sur celle d'une Ukraine tirillée entre les impérialismes.

Fathi Chamkhi, militant de Raid/Attac Tunisie et membre du réseau international CADTM sera aussi présent. Le Courant de la gauche révolutionnaire syrienne et d'autres internationaux devraient aussi participer à notre Université d'été.

Sonder la société avec nos invitéEs

Besoin de réfléchir, d'approfondir, de comprendre ?

Nous aurons le plaisir d'accueillir cette année la journaliste Dominique Simonnot. Spécialiste des questions judiciaires, elle anime aujourd'hui la chronique judiciaire du *Canard enchaîné*, après avoir animé celle de *Libération* il y a

Résumons...

Notre 6^e Université d'été aura lieu du dimanche 24 au mercredi 27 août inclus (accueil le samedi 23 août après-midi, départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner) le long de la mer Méditerranée à Port-Leucate dans le village-club de Rives des Corbières. Si le lieu change par rapport aux années précédentes, notre université d'été reste l'incontournable rendez-vous de rentrée du NPA.



PHOTO THÈQUE ROUGE / CG

quelques années. Écrivain, elle en profitera aussi pour nous présenter son dernier livre, *Plus noir dans la nuit. La grande grève des mineurs de 1948*, dans le cadre des rencontres de la Brèche qui ont lieu chaque jour au sein de l'université d'été. Avec Stéphane Beaud, la sociologie nous aidera à comprendre les mutations profondes des classes populaires dans la France contemporaine. Un sujet sur lequel, de la classe ouvrière de Sochaux-Montbéliard aux quartiers populaires, il a écrit plusieurs livres. Son dernier, consacré à l'équipe de France de football, *Affreux, riches et méchants ?*, mérite aussi toute notre attention : il sera lui aussi présenté lors des rencontres de la Brèche.

Ce n'est qu'un début, continuons le débat !

Promis, on parlera... de tout ! Car les commissions nationales et la direction du NPA profitent de ce grand rendez-vous annuel pour revenir et approfondir tout ce qui nous a agité ces derniers mois. Bien évidemment, les grandes mobilisations passées et à venir, en particulier celles des cheminotEs, des intermittentEs et précaires, la campagne climat à l'occasion de COP21, les perspectives du collectif 12 avril, avec des invitéEs de la gauche sociale et politique, le grand marché transatlantique, l'Europe et la question de l'euro... Mais aussi les faits politiques importants de ces derniers mois qu'il nous faut analyser : la droite la plus réac dans la rue, la montée du F Haine et de l'extrême droite et comment les combattre, l'oppression des LGBTI, la réforme territoriale, les femmes et le droit à la ville... Et à l'occasion de la sortie de leur nouveau livre qui sera disponible à l'université d'été, on discutera aussi théorie marxiste et idées libertaires en compagnie d'Olivier Besancenot et de Michael Löwy.

Et tout le reste...

Tout cela sans oublier les anniversaires et retours sur l'histoire, la leur et la nôtre : les 150 ans de la Première Internationale dont les débats gardent toute leur actualité, les 100 ans du début de la première boucherie impérialiste, les 40 ans de la Révolution portugaise des œillets à laquelle nous consacrerons une soirée, ainsi qu'à « l'Appel des 100 » dans l'armée française, la suite de notre cycle sur les « figures du mouvement ouvrier »...

En soirée, on pourra aussi goûter au jeu surréaliste et même profiter du punk musette des Fleurs du mâle, groupe gerso qui tiendra un concert parmi nous le mardi soir. Et bien entendu, le NPA fera sa rentrée politique le lundi soir à l'occasion d'un grand meeting. Et quand vous saurez que cette liste n'est bien entendu pas exhaustive, vous aurez acquis la grande conviction qu'il est vraiment temps de penser à vous inscrire !

La commission Université d'été

Plus d'informations et inscription :

<http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2014>

**Le n°56 de l'Anticapitaliste la revue est disponible**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Exposition

« Métal Hurlant – À Suivre 1975 – 1997. La bande dessinée fait sa révolution... »

Au musée de la bande dessinée à Angoulême, jusqu'au 26 octobre 2014.

Après « Spirou, un héros dynamique » l'été dernier, la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image consacre l'été 2014 à un moment-clé de l'histoire de la bande dessinée francophone: la saga des magazines Métal Hurlant et À Suivre.

Ce n'est pas à proprement parler une création puisque cette exposition a déjà été montrée à Landerneau à la fin 2013 sous le patronage de Leclerc (le géant de la distribution). L'exposition d'Angoulême est plus modeste quant à sa superficie mais plus resserrée sur son sujet comme dans son parcours.

Créé en 1975 par Jean-Pierre Dionnet, Jean « Moebius » Giraud et Philippe Druillet, *Métal Hurlant* a un contenu science-fiction et fantastique. C'est un délire graphique, une explosion visuelle et un chaos perpétuel. Philippe Druillet y éclate littéralement le cadre de la case tandis que Moebius y invente des histoires graphiquement époustouflantes. Secondé par Philippe Manœuvre, Dionnet accueillera dans ses colonnes toutes les pointures de l'époque: Bilal, Schuiten, Gillon, Corben, Sire, Loustal,

Tardi, Montellier, etc. Chacune des couvertures sera réalisée par des illustrateurs hors-pair. Le concept sera repris par les américains sous le nom d'*Heavy Metal*. L'aventure de *Métal Hurlant* se terminera en 1987.

À *Suivre* naît un peu plus tard, en 1978, avec un parti pris tout différent: faire du roman dessiné, c'est-à-dire des histoires superbement dessinées au service d'un récit fort et bien construit. Le parti pris du noir et blanc, c'est aussi celui du dessin pur sans artifices. Sous la conduite de J.P. Mouglin, À *Suivre* accueillera la « crème » des auteurs: Forest, Tardi, Peeters, Schuiten, Sampayo et Munoz, Pratt, Manara, Sokal, Comes, Loustal, Juillard, Lob et Rochette (avec le fameux *Transperceneige* dont nous avons parlé dans ces colonnes). À *Suivre* cessera de paraître en 1997.



Conjointes et concurrentes

On remarquera que certains auteurs produisirent pour les deux magazines. C'est bien normal car ceux-ci étaient complémentaires, et c'est le même illustrateur, Étienne Robial, qui créa l'identité graphique de ces deux magazines. C'est donc une histoire conjointe et concurrente que nous montre l'exposition d'Angoulême, par une scénographie astucieuse qui permet de suivre respectivement l'histoire de chacun des magazines ou de passer librement de l'un à l'autre par le biais d'une chronologie reconstituée. En fait, nous conseillerons de la visiter deux fois. La première

en suivant l'histoire, magazine par magazine, et la deuxième en sautant d'un magazine à l'autre, avec le plaisir de retrouver le même dessinateur dans un registre tout différent (Tardi par exemple) ou de constater les incursions d'À *Suivre* dans le monde de *Métal Hurlant*... et vice-versa. Passionnant! Deux salles de projection et un espace de lecture ponctuent le parcours et achèveront de vous convaincre que la bande dessinée produite en France et en Belgique n'est pas pour rien la plus réputée au monde et que son influence s'est étendue au cinéma et aux arts en général.
Sylvain Chardon

Essais

Dire non, Edwy Plenel, Éditions Don Quichotte, 2014, 14 euros

Dans son dernier ouvrage, le président de *Mediapart*, en son temps militant de la LCR et journaliste à *Rouge*, nous appelle à « dire non ». Non à l'extrême droite, au rejet de l'autre. Non aux renoncements de la gauche social-libérale, qu'il mystifie pourtant toujours comme étant une gauche.

La force de cet essai mobilisateur se trouve en fait dans cette critique, fondée, d'un monde politique à la dérive sur sa droite. Arguant de critiques contre son viscéral ennemi, Nicolas Sarkozy, et ses lieutenants Hortefeux, Balkany et consorts, l'auteur dénonce une droite qui n'a pas l'ADN républicaine: une droite royaliste au fond d'elle-même, qui ferait du président de la V^e République un monarque des temps modernes.

À la « gôche » au pouvoir, Edwy Plenel reproche de ne pas tenir ses promesses, de ne pas sortir du présidentielisme,



de refuser d'appliquer une démocratie réelle. À demi-mots, nous sentons bien une désillusion devant une gauche pour laquelle nous étions au moins en droit d'espérer qu'elle ne fasse pas pire que la droite de la Sarkozie... Malheureusement, la désillusion implique

une forme d'espérance, et il est pour le moins problématique de croire encore à un changement venant du parti de la rue de Solferino et cela, même à l'époque de l'élection présidentielle de 2012.

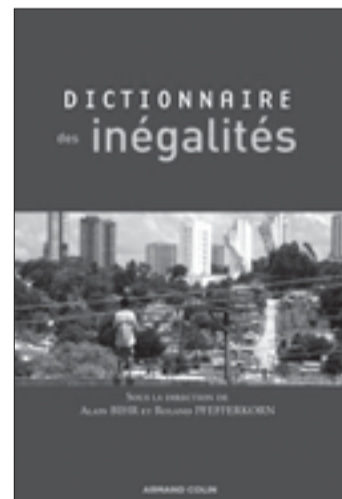
Enfin, après avoir critiqué la colonisation, le racisme, les politiques d'austérité, notre « démocratie » qui n'en est pas une, le président du célèbre média « sans papiers ni frontières » nous montre le chemin de l'engagement. Il nous invite à nous mettre debout, à dire non, à l'image de son père, décédé fin 2013, qui refusa à plusieurs reprises l'injustice coloniale dans l'éducation nationale.

Dans ce livre, les revendications précises existent peu, les incantations « républicaines » repoussent l'idée d'une France comme démocratie universelle – peut-elle alors avoir une autre forme que coloniale? – dérange, notamment par ses affinités étranges pour un De Gaulle ou un Villepin. Mais Edwy Plenel a bien raison sur un point: l'heure de la révolte à gauche a sonné.

Alexandre Raguet

Dictionnaire des inégalités,

sous la direction de Alain Bihr et de Roland Pfefferkorn, Armand Colin, 2014, 35 euros



Ce *Dictionnaire des inégalités* se compose d'articles rédigés par des spécialistes reconnus des sciences humaines, divers mais critiques vis-à-vis des justifications des inégalités défendues plus ou moins insidieusement par les tenants de l'ordre dominant. Dans l'introduction, les deux responsables de l'ouvrage le situent dans le contexte de la déferlante néo-libérale et de son impact sur les inégalités. À cet élément factuel s'ajoute l'évolution des analyses sociologiques qui conduit à la prise en compte grandissante d'inégalités autres que celles entre classes et catégories sociales. Ce qui place les sciences sociales (et nous ajouterons le militant qui cherche à analyser le concret) face à un problème d'articulations des différents types d'inégalités. De « *Abolition de l'esclavage* », qui est la première entrée, à « *Xénophobie* », près de 500 sujets sont abordés. Citons de façon arbitraire la discrimination positive, les classes sociales, l'école, le féminisme, l'impérialisme, l'intersectionnalité, l'islam, la pauvreté, la vieillesse, etc.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Au total, un ouvrage solide dont la lecture au hasard des entrées permet de faire le point sur l'évolution des connaissances et des problématiques sur les inégalités et dont l'utilisation raisonnée est fort utile pour construire une argumentation ou un exposé.
Henri Wilno

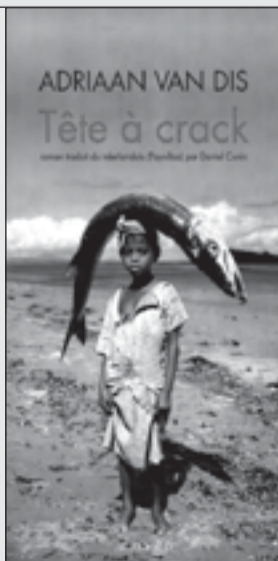
Littérature

Tête à crack de Adriaan Van Dis

Actes Sud, 2014, 22 euros

Un Néerlandais militant anti-apartheid des années 70, découvre 40 ans après, l'Afrique du Sud post apartheid. Les inégalités fracturent profondément une société dans laquelle la ségrégation sociale s'est substituée à la codification du racisme, qui continue pourtant à imprégner chaque instant de la vie quotidienne. Dans le village sur la côte paradisiaque du Cap où il retrouve un de ses anciens camarades de lutte, issu d'une vieille famille afrikaaner, les Africains ne sont plus contraints d'habiter dans des

bantoustans, mais ils vivent dans un village dévasté par la disparition des infrastructures publiques, tandis que les Blancs se barricadent en haut de la dune. Mais ils ont beau édifier des murs électrifiés pour protéger leurs piscines – alors qu'au village des quartiers entiers n'ont ni eau courante ni électricité –, faire patrouiller des chiens d'assaut pour garder leurs jardins et leurs maisons, ils ne peuvent empêcher les vols et les agressions. La violence est partout, entre Blancs et Noirs évidemment mais aussi au



sein des populations métis et noires ravagées par le chômage, les trafics, la corruption dus aux pouvoirs politiques et le crack. Un constat romancé, mais surtout révolté, porté par des personnages qui n'ont pas abdiqué du combat de leur jeunesse et refusent de se résigner à l'impuissance. Mais sans cadre d'action collective, chacune de leur tentative les renvoie aux contradictions d'une société qui broie impitoyablement les individus. Un cri de colère à découvrir.

Cathy Billard



L'Anticapitaliste | Libre expression

VIÊT NAM 1954, DE DIEN BIEN PHU À GENÈVE

Misère de la coexistence pacifique



DR

Il y a 60 ans, le 20 juillet 1954, étaient signés les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine. Nous ouvrons donc nos colonnes à l'historien Alain Ruscio, spécialiste de cette guerre coloniale, qui revient sur l'échec de Dien Bien Phu pour l'impérialisme français et les âpres négociations de fin de guerre sous la pression des grandes puissances.

Chacun de nous a en tête ce titre de Marx : *Misère de la philosophie*. C'est une formule équivalente qui vient immédiatement à l'esprit quand on analyse le moment – crucial pour l'histoire du Viêt Nam – qui sépare la victoire de Dien Bien Phu (7 mai 1954) de la signature des accords de Genève (20 juillet).

«Casser du Viet»...

Quand commence la guerre d'Indochine, en 1945-1946, il n'y a pas grand monde pour penser que la petite troupe de guérilleros du général Giap, isolée du monde (rappelons que la victoire de la révolution chinoise ne surviendra qu'à l'automne 1949 et que Moscou ne reconnaîtra Ho Chi Minh qu'en janvier 1950) pourrait supporter le choc de l'offensive française. Et pourtant, elle tient. Mieux, elle passe progressivement à la contre-offensive. 1953. La guerre d'Indochine dure depuis sept années. En mai, le gouvernement français nomme un nouveau commandant en chef, un nouvel *homme miracle*, le général Navarre, qui décide de prendre une initiative spectaculaire ; ce sera à Dien Bien Phu, petit village au nord du Viêt Nam. L'ambition est simple, simpliste même : il s'agit de « barrer la route » du Laos et de « casser du Viet ». Pour ce faire, il édifie un camp impressionnant, sans doute le plus puissant de l'après Seconde guerre mondiale, défendu par les meilleurs soldats français d'Indo, dont le trop célèbre Bigeard. Mais, face à l'armée française, il y a un tandem d'exception : Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap. Ho le politique et Giap le militaire. Ho le réservé et Giap l'impétueux. Surtout, il y a une majorité de la population, tous les témoignages d'époque en attestent. Pour l'indépendance, certes, pas forcément pour le communisme. Mais une majorité. Et une vraie armée. Ce ne sont plus des va-nu-pieds, comme au début de la guerre, que les Français affrontent, mais des

soldats aguerris, entraînés, équipés, en grande partie par la Chine populaire – il est vrai que l'armée française, elle, est équipée à 75% par les Américains...

En France, les colonialistes versent des larmes de crocodile. Les colonisés, eux, ne s'y trompent pas. Divers témoignages attestent que, dans les autres colonies alors dominées par la France, la joie éclate.

Un «Verdun tropical»

La bataille ne s'engage véritablement qu'en mars 1954. Navarre a choisi le lieu, Giap choisit le moment. Dès le premier assaut Viet Minh, c'est la stupeur. Deux des points d'appui réputés imprenables sont enlevés sans coup férir. Puis, c'est la piste d'aviation, intensément bombardée, qui devient inutilisable. De « piège à Viets », la cuvette se transforme jour après jour en « piège à Français ». C'est à un véritable « Verdun tropical » que l'on a affaire. Oui, mais un Verdun sans la voie sacrée, un corps sans poumon, destiné à mourir. C'est chose faite, le 7 mai. Le camp retranché tombe. Au Viêt Nam, la population exulte. En France, les colonialistes versent des larmes de crocodile. Les colonisés, eux, ne s'y trompent pas. Divers témoignages attestent que, dans les autres colonies alors dominées par la France, la joie éclate. Quelques mois encore, et l'insurrection algérienne commencera. À la conférence de Bandoeng, en 1955, les chefs de la délégation vietnamienne sont accueillis en héros. Plus tard, Ferhat Abbas, devenu premier chef du Gouvernement provisoire algérien, sut trouver

les mots justes : « Cette bataille reste un symbole. Elle est le "Valmy" des peuples colonisés. C'est l'affirmation de l'homme asiatique et africain face à l'homme de l'Europe ».

Sur le terrain, tous les témoignages le confirment, le rapport de forces était fortement favorable à l'armée populaire. Les forces du corps expéditionnaire, désorientées, affaiblies, désormais sans chef, restaient dans les villes ou autour des grands axes de circulation. Le reste du pays, surtout au nord, était contrôlé par le Viet Minh. L'armée Bao Dai – du nom de l'ex-empereur remis sur le trône par les colonialistes –, qui à vrai dire n'avait jamais été efficace dans le passé, était littéralement liquéfiée.

Le jeu des grandes puissances

Oui mais... après la guerre, il faut négocier. Cela se fera dans le cadre d'une conférence internationale, convoquée par les « Quatre Grands » (États-Unis, Royaume-Uni, France, Union soviétique), à Genève. Y sont présents, outre ces pays, deux délégations vietnamiennes (l'État Bao Dai et la République Démocratique de Ho Chi Minh), des Laotiens, des Cambodgiens, l'Inde, la Pologne... et, chose alors totalement nouvelle, une délégation chinoise conduite par Zhou Enlai.

Le monde socialiste a incontestablement sacrifié la cause de l'unité du Viêt Nam sur l'autel de la coexistence pacifique.

Commence alors une partie inégale : la délégation vietnamienne, conduite par Pham Van Dong, défend fermement l'unité du pays. Mais elle est totalement isolée. L'Occident veut la partition. L'Américain Foster Dulles est résolu à opposer, sur le 17^e parallèle, une

barrière infranchissable – croit-il – à l'avancée du « communisme ». Son allié, Pierre Mendès France (aujourd'hui encore, de façon incompréhensible, présenté par beaucoup comme « l'homme de la paix en Indochine »), est tout disposé à laisser à Washington, dans cette région du monde, le leadership de la défense du « monde libre ». Alors ? Le Viêt Nam pourra-t-il s'appuyer sur ses alliés « naturels » ? On sait aujourd'hui que les délégations des pays « frères », surtout celle de Pékin, secondairement celle de Moscou, ont fait pression sur Pham Van Dong pour qu'il accepte un compromis. Que pouvait bien faire le représentant d'Ho Chi Minh, isolé, sans doute furieux dans le fond de sa conscience de constater que le sacrifice sur le terrain des « bo dois » (soldats) et du peuple, était annihilé par le jeu des grandes puissances ? Un jour sans doute, nous aurons accès aux archives vietnamiennes sur cette période. Mais on peut d'ores et déjà affirmer que le débat ne put être bien long : il était matériellement impossible de refuser ce compromis.

Un compromis chèrement payé

Puis, après Genève, le monde socialiste a incontestablement sacrifié la cause de l'unité du Viêt Nam sur l'autel de la coexistence pacifique. Un mot, jamais écrit à cette époque dans les documents vietnamiens, a alors pourtant cheminé dans tous les esprits : trahison. On ne peut certes repousser d'un revers de main la nécessité de la coexistence pacifique. L'agressivité de l'impérialisme était une terrible réalité, la paix du monde (Corée, Indochine) était menacée. Pékin et Moscou avaient une analyse globale de cette situation. Il n'empêche : le peuple vietnamien a payé, et cher, le prix de ce compromis de Genève. Vingt-et-une années (1954-1975) de guerre supplémentaire. Et quelle guerre...

[Intertitre de la rédaction]

Vu ailleurs

Libre-échange du tabac. Les États membres de l'Union européenne

pourront-ils continuer à développer leurs politiques de santé publique, notamment en matière de lutte anti-tabac ? Le Traité transatlantique, actuellement négocié avec les États-Unis, inquiète : il permettrait aux entreprises de poursuivre un pays si elles estiment que leur activité commerciale est malmenée par une législation. Cette perspective intéresse particulièrement les industriels du tabac, qui redoublent de pression et n'hésitent pas à porter plainte devant des tribunaux privés au nom de la liberté de commerce. (...)

Le mandat de négociation du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), délivré en juin 2013 par les ministres du Commerce européens à la Commission, stipule que « l'accord devrait viser à inclure un mécanisme de règlement des différends investisseur-État efficace et à la pointe, assurant la transparence, l'indépendance des arbitres et la prévisibilité de l'accord, y compris à travers la possibilité d'interprétation contraignante de l'accord par les Parties. » Il s'agit, pour attirer les investisseurs, comme dans tous les accords de ce type, de leur donner certaines garanties : ils ne peuvent pas être expropriés, ne peuvent pas être traités de façon discriminatoire, etc. Ces clauses conduisent à des réclamations devant un tribunal arbitral international, et non pas devant les justices nationales ou européenne. (...)

Dans une lettre adressée aux négociateurs américains, le géant de l'énergie Chevron rappelle que « la protection des investissements » est « l'une de [leurs] principales problématiques au niveau international ». De son côté, Philip Morris International a mandaté un cabinet d'avocats, Akin Gump Strauss Hauer & Feld LLP, pour influencer les négociations des deux grands traités commerciaux dans lesquels les États-Unis sont actuellement engagés : le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), avec l'Union européenne, et l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), avec les régions Asie et Pacifique. (...)

Les cigarettiers défendent la même chose dans les deux négociations en cours : que le tabac soit considéré comme n'importe quel autre produit, et que le mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États soit maintenu. (...)

« Comment l'industrie du tabac reprend l'offensive grâce aux traités de libre-échange » par Elsa Fayner, *Bastamag*, jeudi 10 juillet.

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org